

CAN-2021 :

Belmadi relève l'importance de bien démarrer la CAN contre la Sierra-Leone



P.12

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3178 Mardi 11 Janvier 2022 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos fidèles lecteurs et lectrices de l'ouverture d'un site web.

Veillez le consulter au : www.seybouseimes.dz

**GESTION DES ÉCOLES PRIMAIRES :
Les communes pauvres libérées du fardeau**

P.04



EDUCATION



Près de 33% des personnels vaccinés contre la Covid à l'échelle nationale

P.24

INTEMPÉRIE



La ville d'Annaba sous les eaux de pluie suite aux importantes précipitations

P.07



**ANNABA / PREMIÈRE ÉDITION DE BATIMEX
Derniers préparatifs... Plus de 60 entreprises ont déjà confirmé leur participation**

P.06

Décès De AbDelkrim kerroum:**L'Algérie perd l'un des héros qui ont hissé haut le drapeau national**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid et ancien footballeur, Abdelkrim Kerroum, l'un des héros qui ont hissé haut le drapeau de l'Algérie au sein de l'équipe de football du Front de libération nationale (FLN). "A la famille du défunt Abdelkrim Kerroum. Allah Tout-Puissant a voulu que le Moudjahid Abdelkrim Kerroum, l'un des sportifs et

membres emblématiques de l'équipe de football du Front de libération nationale (FLN), quitte ce monde", a écrit M. Tebboune dans son message de condoléances.

"Avec sa disparition, l'Algérie et la scène sportive perdent l'un de ses héros qui ont hissé haut le drapeau national sous la bannière du Front de libération nationale et fait retentir fort la voix de la justesse de la cause nationale, présageant de l'approche de la victoire, de l'indépendance et du recouvrement de la

souveraineté nationale", a-t-il poursuivi.

"En cette douloureuse épreuve, je tiens à vous adresser ainsi qu'à l'ensemble de la famille sportive, mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion et de sympathie, priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de sa sainte miséricorde et de l'accueillir dans Son vaste paradis. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.", a-t-il conclu dans son message.

APN:**Présentation du projet de loi organique relatif à l'organisation judiciaire**

Le ministre de la Justice, garde des sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, lundi, devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) un exposé sur le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire.

Dans son exposé dudit projet de loi lors d'une séance plénière, présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le parlement, Basma Azouar, M. Tabi a insisté sur le "caractère urgent" que revêt ce texte de loi, vu que l'introduction de l'organisation des juridictions administratives sera suivie par la loi sur le découpage judiciaire qui définira le nombre des Cours d'appel administratives devant être installées en début de l'année en cours, ajoute le ministre.

M. Tabi a ajouté que le présent projet de loi propose la révision de l'organisation stipulée actuellement dans la loi organique n 05-11 du 17 juillet 2005 relative à l'organisation judiciaire, laquelle a consacré ses dispositions uniquement aux juridictions relevant de l'ordre judiciaire ordinaire, en omettant l'ordre administratif. Le nouveau projet de loi propose "une révision globale



de la loi organique relative à l'organisation judiciaire, à travers l'introduction de dispositions destinées aux juridictions ordinaires et administratives, en écartant de son champ d'application le Conseil d'Etat, la Cour suprême et le tribunal des conflits", a soutenu le ministre. Le présent projet de loi renferme 40 articles présentés sous 4 axes liés dans leur ensemble aux dispositions générales comme la consécration de la compétence de statuer sur les conflits de compétence entre les juridictions relevant des deux ordres (judiciaire

& administratif), en sus de la définition des dispositions communes, précise le ministre. Le texte de loi consacre dans ce volet les dispositions relatives à l'ouverture de l'année judiciaire au siège de la Cour suprême deux mois au plus tard après la fin des vacances, l'ouverture des cours de justice étant prévue immédiatement dans la semaine qui suit, a-t-il poursuivi.

Selon le texte de loi, les séances se déroulent dans leurs sièges et exceptionnellement en dehors de ces sièges sur décision du président de la juridiction.

Dans l'intérêt des droits des justiciables et de la continuité du service public de justice, le projet de loi dispose que "les juridictions statuent durant les vacances judiciaires sur les affaires des détenus et en matière de référé" et fixe dans ses dispositions relatives à l'ordre judiciaire ordinaire la composition, l'organisation et le fonctionnement des cours et des tribunaux, et maintient les dispositions déjà prévues dans la loi organique 05-11 après qu'elles ont été révélées efficaces, a-t-il fait observer. Il s'agit également de la possibilité pour le tribunal de

compter des pôles judiciaires en adéquation avec leur création en vertu du code de procédure pénale afin de faire face à certaines formes de la criminalité, a fait savoir le ministre qui a ajouté qu'en matière de procédure civile et administrative, le projet prévoit la création de pôle pour examen des conflits ayant un caractère complexe ou international liés notamment au commerce extérieur, aux banques, au transport et à la propriété intellectuelle.

Le projet de loi prévoit également les peines et les modalités de leur application conformément à l'orientation publique dans la législation et le respect des droits et libertés ainsi que la garantie du principe du double degré de juridiction au profit des détenus.

Par ailleurs, le projet de loi maintient les dispositions relatives aux pôles judiciaires spécialisés avec possibilité d'instituer des tribunaux spécialisés dans les conflits commerciaux et de travail pour plus d'efficacité.

Dans ses dispositions finales, il stipule l'abrogation de la loi organique 05-11 relative à l'organisation judiciaire ainsi que la loi 98-02 relative aux tribunaux administratifs.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybousetimes@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Pour un système de santé répondant aux attentes des Algériens

Les participants aux différents ateliers du séminaire national sur la modernisation du système de santé ont plaidé, dimanche, à Alger, pour un système de santé "moderne" à même d'assurer une meilleure prise en charge médicale aux Algériens et répondre à leurs attentes.

À l'issue des huit (08) ateliers du séminaire national sur la modernisation du système de santé, organisé par le ministère de la Santé, le 8 et 9 janvier, au Centre international des conférences (CIC), les participants ont plaidé pour la mise en place d'un système de santé "moderne" à même d'assurer aux Algériens une bonne prise en charge et aussi de leur éviter d'aller se soigner à l'étranger par les compétences algériennes, ayant quitté le pays.

Pour l'atelier "Prévention, promotion et la protection de la santé", les participants ont recommandé la "numérisation du système de la santé dans le domaine de la prévention, la création d'un service de contrôle sanitaire au niveau des postes frontaliers", ainsi que l'intégration de l'éducation sanitaire dans les programmes scolaires de tous les paliers.

Les participants ont mis l'accent sur le renforcement du rôle des comités communaux de la prévention et la mise en place d'un



système informatique dans le domaine de la prévention, suggérant également la création d'une instance de veille sanitaire.

Quant à l'atelier "Gouvernance et gestion des établissements publics de santé", les experts ont plaidé pour l'élaboration d'un nouveau code des marchés publics et la mise en place d'une nouvelle carte sanitaire qui englobe toutes les régions du pays et prendre en considération leurs particularités, appelant ainsi à renforcer le partenariat entre les secteurs publics et privés.

Le management et la gestion moderne et le renforcement de l'utilisation des nouvelles technologies dans les établissements de la santé figure aussi parmi les recommandations émises par le même atelier, appelant surtout à la diversification

des sources de financement. Dans l'atelier consacré aux "métiers et professionnels de la santé", les participants ont recommandé que tous les statuts particuliers des différents corps du secteur de la santé soient revus, ainsi que la publication des textes d'application prévus dans la loi sanitaire de 2018.

Ils ont demandé la mise en place d'un système d'indemnisation pour la mise en valeur des efforts consentis par les professionnels du secteur, insistant également sur le versement des primes d'encouragement au profit des cadres du secteur, notamment ceux exerçant dans les wilayas du Sud et les Haut-Plateaux.

Pour l'atelier "formation et valorisation des ressources", les participants ont demandé à ce que la langue anglaise soit promue comme langue de formation et de la

recherche, comme ils ont insisté sur l'évaluation et le réajustement des programmes de formation, établissement des critères normalisés pour l'ouverture des places pédagogiques, recommandant aussi l'identification et création de nouveaux métiers.

En plus de l'obligation de la formation continue et la création d'une école supérieure de gestionnaire de santé, les experts ont plaidé pour un partenariat entre le secteur de l'enseignement supérieur, le ministère de la santé et la formation professionnelle, en insistant sur le soutien des projets de recherche et les orienter vers des objectifs opérationnels.

Dans l'atelier "financement des établissements publics de santé", les professionnels de la santé ont mis l'accent sur la diversification des ressources de financement

en créant des fonds pour prendre en charge des charges imprévues et imposer des taxes sur la pollution et le renforcement de la participation efficace des collectivités locales.

La numérisation du parcours des produits pharmaceutiques, le lancement des nouveaux métiers de la pharmacie et la restructuration de la pharmacie hospitalière, font partie des recommandations dégagées de l'atelier "Médicaments et équipements de santé".

Concernant l'atelier consacré à l'organisation des soins, les experts ont insisté sur la réglementation du parcours des soins du malade, la création de centres d'accueils pour le tri et l'orientation des malades et la révision du statut du médecin référent, recommandant de mettre en place des mesures incitatives aux profits des professionnels de la santé des régions du Sud et des Hauts-Plateaux.

Pour le dernier atelier consacré à la numérisation, les participants ont recommandé la mise en place d'une stratégie nationale de la santé et la numérisation ainsi que la création d'une agence nationale pour prendre en charge ce secteur, mettant l'accent sur la numérisation du dossier administratif et médical du malade.

Début du procès de Sellal et de son directeur de cabinet

Le procès de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de son ancien directeur de cabinet, Mustapha Rahiel, de l'ancien chef du protocole à la Présidence de la République, Mokhtar Reguieg, et d'anciens ministres, poursuivis dans une affaire de corruption, a débuté lundi au Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger).

Sont également poursuivis dans cette affaire les anciens ministres de l'Agriculture, Abdelkader Bouazghi, Abdelkader Kadi

et Abdelwahab Nouri, des Transports et des Travaux publics, Boudjemaa Talaï et Abdelghani Zaâlane, et l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

Des hommes d'affaires sont également poursuivis dans cette affaire.

Les principaux chefs d'accusations retenus contre ces accusés sont: octroi d'indus avantages, financement occulte de la campagne électorale, abus de fonctions et dilapidation de deniers publics.

Le procès a débuté par l'audition de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal.



Gestion des écoles primaires : Les communes pauvres libérées du fardeau

Véritable fardeau pour les communes, la gestion des écoles primaires tourne au casse-tête pour les plus démunies. Elles seront bientôt exonérées des dépenses de restauration et d'équipement des établissements scolaires et des cantines. Si les maires des communes concernées vont pouvoir pousser un ouf de soulagement, c'est le cas également des parents d'élèves scolarisés dans ces communes où les écoles sont sans chauffage et où les repas chauds ne sont pas servis aux élèves. Il faudra néanmoins attendre la révision de la loi sur les collectivités pour que cette décision soit effective.

La réflexion autour d'une meilleure gestion des écoles primaires était en cours depuis de longues années déjà et plusieurs pistes avaient été avancées, dont celle de dispenser les communes de cette charge. Un pas vient d'être franchi puisque en Conseil des ministres, il a été décidé d'« exonérer les communes pauvres des dépenses de restauration et d'équipement des écoles et



cantines scolaires et les inclure au titre du projet de révision de la loi sur les collectivités locales ».

Une annonce attendue par des maires dont la gestion des écoles primaires tournait au cauchemar mais également par les parents des élèves scolarisés dans des structures quasiment à l'abandon. Plusieurs communes ne sont, en effet, pas en mesure ni d'entretenir les bâtisses, ni d'assurer le chauffage, ni encore

moins un repas chaud. Dans des communes où l'hiver est rude, des élèves grelottent de froid et n'ont pour seul déjeuner qu'un repas froid. Depuis de longues années, maires et associations de parents d'élèves, mais également syndicats du secteur réclament que les écoles primaires sortent du giron des maires.

En 2019, un projet a bel et bien été élaboré pour justement soustraire aux communes la gestion des écoles primaires. Il était alors

question que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire crée un Office national des œuvres scolaires (Onos), similaire à celui existant dans le secteur de l'enseignement supérieur et chargé de la gestion des œuvres universitaires.

L'organisme en question devait avoir pour tâche de prendre en charge la gestion des écoles primaires en ce qui concerne les cantines, le

transport scolaire, le chauffage et l'entretien des établissements scolaires. Le projet est resté au stade des intentions au moment où les dépenses des collectivités locales pour la gestion des écoles primaires n'ont fait qu'augmenter. Pour l'année dernière, pas moins de 3 milliards de dinars ont été consacrés par le ministère de l'Intérieur à l'équipement en systèmes de chauffage et de climatisation à 14 656 écoles primaires. La restauration et le transport scolaires ont nécessité un budget de 26 milliards de dinars pour la prise en charge de plus de 3 millions d'élèves.

Pour améliorer la qualité des repas servis aux enfants, les collectivités locales ont contribué à hauteur de 1 milliard de dinars auquel s'ajoutent 6 milliards de dinars octroyés par la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. En dépit des efforts financiers consentis, la gestion des écoles primaires par les communes est toujours critiquée.

R.N.

Formation / startups :

Signature d'une convention entre le ministère délégué et l'ENSJSI

Une convention portant sur la formation des journalistes professionnels et des étudiants sur les aspects techniques liés au domaine des startups a été signée, lundi à Alger, entre le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups et l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI).

Cette convention a été signée par le directeur des startups et des structures d'accompagnement auprès du ministre Noureddine Ouaddah, et le directeur de l'ENSJSI Abdeslam Benzaoui, en marge de la première session de formation des journalistes professionnels s'intéressant au domaine des startups au niveau de l'ENSJSI, en présence du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid.

«L'objectif de cette convention n'est pas seulement de former des journalistes professionnels mais aussi de permettre à des étudiants de mieux saisir les différents aspects liés aux nouvelles technologies, aux startups et à l'économie de la connaissance», a souligné M. Oualid lors de

son intervention, estimant que l'ENSJSI était le cadre «idéal» pour permettre aux journalistes et étudiants de «s'imprégner» de cette thématique.

Les formations dispensées dans le cadre de cette convention seront assurées par les cadres du ministère délégué et des structures et établissements sous sa tutelle, soit par des personnes «directement» concernées par ces thématiques qui partageront leurs connaissances avec les journalistes et les étudiants, a expliqué le ministre.

Evoquant la formation de deux jours organisée au profit des journalistes professionnels, les 10 et 11 janvier courant, M. Oualid a relevé que cette première session permettrait aux journalistes de mieux cerner tous les sujets ayant trait au domaine des startups et de l'économie de la connaissance qui est «nouveau» pour la société algérienne.

Le ministre a assuré que les journalistes ont un rôle «déterminant» dans la vulgarisation de ces domaines auprès des porteurs de projets, notamment innovants, considérant que les Algériens ont des aptitudes dans le domaine technologique et l'assimilation des nouvelles notions telles que l'entrepreneuriat innovant et



l'économie de la connaissance. La première session de formation s'articulera autour de la définition de la startup qui se distingue par sa vitesse de croissance et sa tendance vers l'innovation, en plus d'aborder le cadre organisationnel qui régit ce type d'entreprises.

Parmi les aspects abordés lors de cette première formation, figurent aussi le mode de

financement adapté aux startups basé sur la notion du capital risque, ainsi que les structures d'accompagnement de ces entreprises, à savoir les incubateurs et les accélérateurs. Pour sa part, M. Benzaoui a considéré que la signature de la convention entre l'ENSJSI et le ministère délégué était «une étape importante» dans l'introduction de l'école, qu'il dirige, dans le

domaine des startups qui jouent un rôle «axial» dans la croissance de l'économie nationale.

Après avoir obtenu leur diplôme, a-t-il souligné, les étudiants pourront aborder le domaine de l'entrepreneuriat en créant leur propre startup et contribuer à la croissance de l'économie nationale.

rezig :

Soutenir les secteurs productifs disposant de capacités d'exportation

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Kamel Rezig a affirmé dimanche depuis Biskra que son département ministériel veillait à "apporter le soutien nécessaire aux secteurs productifs disposant de capacités en matière d'exportation".

Sillonnant les stands du Salon des Produits Agricoles et de la Promotion des Exportations, organisé dans le complexe touristique thermal Sidi Yahia dans la ville de Biskra, dans le cadre d'une visite de travail qu'il avait entamée dimanche dans cette wilaya, accompagné du

ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, M. Rezig a indiqué que son département ministériel "s'emploie en coordination avec les secteurs gouvernementaux concernés à revoir les cadres juridiques garantissant la mise en place de mesures plus efficaces pour inciter les secteurs productifs à accroître leur compétitivité et à investir les marchés extérieurs dans le cadre de la politique d'appui appliquée sur le terrain". L'Algérie est déterminée à promouvoir l'investissement, à travers la révision de la loi sur



l'investissement qui accorde au Grand Sud les avantages à même de créer des postes d'emploi et de développer la région, en encourageant les investisseurs locaux et étrangers à concrétiser des projets selon le principe gagnant-gagnant pour gagner

des parts de marché au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), a-t-il expliqué.

Concernant les capacités de production nationales et locales, le ministre a précisé que l'Algérie se maintenait parmi les cinq premiers producteurs de dattes au niveau mondial, soulignant que le volume des exportations de ce produit au cours des 11 premiers mois de 2021 avait atteint plus de 70 millions USD, tandis que le volume des exportations hors hydrocarbures avait atteint 4,52 milliards USD durant la même période, soit une hausse de 128%

par rapport à 2020.

Accompagné du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni et du directeur général des Douanes algériennes, Nouredine Khaldi, M. Rezig s'est promené à travers les différents stands du salon, où sont exposés les produits agricoles et autres produits industriels, et ce dans le cadre d'une visite de deux jours prévue dans cette wilaya, au cours de laquelle plusieurs unités de production seront également inspectées au chef-lieu de wilaya et dans la commune de M'ziraa.

Entreprises en difficulté :

138 dossiers supplémentaires validés pour le paiement des dettes

L'Agence Nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat "ANADE" (ex ANSEJ) a validé 138 dossiers supplémentaires pour le paiement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué lundi un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui précise que l'opération se poursuivra jusqu'au parachèvement de l'examen de toutes les demandes.

"La 33e séance de travail de la commission de garantie composée des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédit jeune promoteur accordés aux porteurs de projets et de l'ANADE, en charge de l'examen de ces dossiers, a été tenue dans le cadre de la mise en œuvre des axes de la nouvelle stratégie de relance du dispositif de l'ANADE et de prise en charge des micro-entreprises en difficulté, à travers

le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, au cas par cas", a précisé le communiqué.

Lors de cette séance, tenue au siège de l'agence, 557 dossiers soumis par les représentants des banques des wilayas de Blida, de Boumerdes, d'Ain Temouchent et de Ouargla ont été examinés. 138 dossiers de remboursement ont été validés, avec un montant de plus de 260 millions Da.

398 dossiers ont été reportés, les

entreprises concernées étant en activité, pour les réexaminer et les accompagner par l'ANADE, à travers le rééchelonnement de leurs dettes et l'octroi de plans de charge pour relancer leurs activités sur la base des accords conclus.

Selon la même source, 21 dossiers de micro-entreprises ont été définitivement réglés à travers le remboursement de leurs dettes auprès des banques et de l'ANADE.



Le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés durant 33 séances, s'élève à 17.000 dossiers, a conclu le communiqué.

Pêche :

Adoption d'un système informatique pour le suivi des doléances des citoyens

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a dévoilé, dimanche, l'adoption d'un système informatique pour le suivi des doléances émanant des citoyens, assurant du transfert des requêtes aux services compétents en vue de leur prise en charge.

Le Secrétaire général du ministère, Mohamed Bengrina, a présidé, dimanche, une réunion de travail avec les membres de la cellule d'écoute des doléances des citoyens, installée récemment au niveau du ministère, indique un communiqué de ce département.

Lors de cette réunion, ajoute la même source, il a été procédé à la présentation du bilan de l'activité de la cellule avec répartition des missions, en vue du suivi de l'opération d'examen des requêtes et des doléances qu'elle reçoit à travers les courriers électroniques, en l'occurrence "Chakoua" (sur son site électronique), la page officielle du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques sur Facebook,



ainsi que les doléances qui parviennent directement à l'Inspection générale du ministère et au reste des services administratifs, à l'instar des directions et de la Chambre algérienne de la pêche et des productions halieutiques.

Le ministère a affirmé qu'il sera procédé au transfert des requêtes et doléances aux services spécialisés en vue de trouver les solutions appropriées à leur prise en charge.

La BDL lance sa finance islamique dénommée "el Badil"



La Banque de développement local (BDL) a annoncé samedi, dans un communiqué, le lancement lundi 10 janvier de sa finance islamique dénommée "El Badil".

Dans une première étape, "El Badil" sera proposée sous forme de guichets au niveau de neuf agences de cette banque publique. Il s'agit de 5 agences à Alger, à savoir celles de Staouéli (158), Alger Centre (107), Sidi Yahia (114), Baraki (108) et Hussein Dey (104), en plus des agences de Constantine (318), Ghardaïa (185), Oran (420) et Sétif (374), précise le communiqué.

Ces neuf guichets islamiques seront opérationnels progressivement durant le mois de janvier en cours et atteindront un

total de 50 d'ici la fin de l'année, avance la même source.

El "Badil" prévoit neuf produits certifiés par l'Autorité Charaïque nationale de la Fetwa pour l'industrie de la finance islamique et le Comité de contrôle charaïque de la banque.

Il s'agit des produits Ijara Mountahia Bitamlik, Mourabaha véhicule, Mourabaha consommation, Mourabaha investissement pour les entreprises, Mourabaha exploitation pour les entreprises, compte courant islamique, compte chèque islamique, compte d'épargne islamique et dépôt en compte d'investissement "Moudarabah, conclut le communiqué.

ANNABA / Première édition de bATimeX Derniers préparatifs... Plus de 60 entreprises ont déjà confirmé leur participation

Sihem Ferdjallah

Les opportunités d'affaires et de développement des secteurs du bâtiment et l'aménagement seront au centre d'un salon international qui se déroulera du 18 au 20 janvier à l'hôtel Sheraton sous le haut patronage du ministère de l'habitat de l'urbanisme et de la ville et du wali d'Annaba, Berrimi Djamel Eddine, sous le thème « bâtissons l'avenir de la construction ». Organisés par Nova Creatis et CGEA et CCI Seybouse. Le Salon international BATIMEX sera axé, selon les organisateurs qui se sont exprimés, hier en conférence de presse, autour de la promotion des différents produits et services regroupés des PME Algériennes dans le secteur du bâtiment et de l'industrie et les services des entreprises étrangères qui opèrent dans le domaine de la technologie et du bâtiment. Des workshops seront animés par des speakers et experts reconnus ainsi



que des rencontres B2B ciblées avec des décideurs nationaux et internationaux, sans oublier les enjeux du secteur du bâtiment, ainsi que du potentiel de la construction, au regard des projets de développement, en cours ou projetés, et ce, dans un contexte d'incitation à l'investissement poursuivi par les pouvoirs publics. Cette manifestation rassemblera,

en parallèle, des étudiants, des opérateurs économiques ainsi que les professionnels et des intervenants du secteur du bâtiment en vue d'«échanger les expériences, et discuter autour des avancées dans le domaine et nouer des partenariats entre les exposants et participants étrangers». La conférence de presse était riche en informations

présentés par le directeur de l'industrie, des propriétaires d'entreprises en l'occurrence Mr Lakhdar Mebarki, le Président du salon Nadir Fillali, le directeur de cash assurance et autres participants. Selon le président du salon pas moins de 60 entreprises ont confirmé leur participation et 14 wilayas y vont participer. Selon monsieur Taleb Faycel

l'un des organisateurs, ce salon sera sous forme de corporate, c'est-à-dire les banque et les société d'assurance vont travailler ensemble et des conférenciers de renom seront présents et plusieurs thèmes seront abordés comme la préservation du patrimoine. Et d'ajouter "on a un manque flagrant à Annaba en ce qui concerne l'organisation de salons, ce salon est une étape très importante pour l'économie dans notre wilaya et ce en collaboration avec la CCI et plusieurs partenaires.

«... cette première édition est la édition de challenge en raison de la situation sanitaire et économique que rencontre le pays d'où le président Tebboune a rappelé que l'année 2022 «sera une année exclusivement économique et de développement durable». Cette déclaration qui vise à mettre en relief la nécessité pour le pays d'avoir une véritable économie productive et concurrentielle, donc exportatrice de richesses et de savoir-faire.

ANNABA / Service régional de lutte contre le trafic de drogues Près de 17 kg de résine de cannabis saisis et deux individus arrêtés

LB

Le service régional de lutte contre le trafic illicite des drogues de la région Est, de la wilaya d'Annaba, a réussi à mettre un terme à l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de drogue et a procédé à l'arrestation de deux individus, selon des sources formelles proches de ce corps. L'opération a permis la saisie de plus de 17 kg de drogue 'Résine de cannabis' ainsi qu'un véhicule utilisé dans le transport des substances illicites et (5) cinq téléphones

mobiles. L'activité de ce réseau de malfaiteurs s'étend à plusieurs wilayas de l'Est du pays. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les éléments de la sûreté de wilaya d'Annaba pour lutter contre l'écoulement et la commercialisation de la drogue et des psychotropes. Les mis en cause ont été placés en garde à vue à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet général compétent. Rappelons que la compétence de ce service régional, englobe une quinzaine de wilayas situées entre la frontière tunisienne et la partie Est du pays.



ANNABA / criminalité Plusieurs vols de voitures de la marque Partner enregistrés ces derniers jours

Sihem Ferdjallah

Le recul du terrorisme a laissé apparaître une autre forme de violence, celle en rapport avec la criminalité et le vol dont les statistiques rendues publiques par les services de sécurité quotidiennement sont alarmants. Concernant le vol, ce phénomène ne cesse d'évoluer non seulement au centre-ville mais également dans les cités identifiées comme points noirs, mais également dans les autres

communes et ce malgré le renforcement des agents de police dans les quatre coins de la wilaya. En effet, plusieurs individus ont été victimes du vol de leurs véhicules de la marque Partner, la dernière remonte à avant-hier au niveau de Beauséjour. Les auteurs du vol profitent du calme et pendant le sommeil nocturne des propriétaires pour voler leurs voitures à l'aide d'un matériel sophistiqué en bloquant le système d'alarme de sorte à ne pas attirer l'attention des résidents.

Ces derniers volent non seulement les voitures, mais également les accessoires et les objets pour les vendre séparément. Les éléments de la sûreté de wilaya disposent d'un dispositif leur permettant de détecter les voitures volées, mais les criminels ont recours à des moyens astucieux pour embrouiller leurs pistes. Ils empruntent même des axes routiers isolés pour échapper à la vigilance des éléments de la police ou de la gendarmerie nationale.

Le renforcement du dispositif de surveillance demeure le meilleur moyen de lutte contre les vols comme la multiplication des caméras. Les victimes ont déclaré qu'ils leur est difficile de supporter de ce genre de vols, surtout que ces voitures sont utilisées pour transporter la marchandise et la plupart ne sont que leur gagne-pain. Les citoyens sollicitent un renforcement des opérations de contrôle et des rondes la nuit.



ANNAbA / iNTEMpÉrie

Suite aux importantes précipitations...la ville d'Annaba sous les eaux de pluie

Imen.Boulmaiz

Il a suffi de vingt-quatre heures de forte averse pour que plusieurs cités soient complètement inondées. En effet, plusieurs quartiers de la ville se sont retrouvés, hier, noyés par les eaux de pluie et plusieurs axes routiers coupés à la circulation, notamment Oued Forcha, le rond-point de Pont Blanc, la cité du 8 mars, le boulevard de l'Afrique et bien d'autres lieux du côté de la corniche. Ces derniers jours, les habitants des cités en question ont vécu des moments très difficiles. Certaines personnes ont éprouvé de sérieuses difficultés à rejoindre leurs lieux de travail, ou leur établissements scolaires ou tout simplement sortir pour faire des emplettes, en raison



des inondations qu'a connu la plupart des chaussées et ruelles menant à leurs domiciles, saturées après de très importantes averses qui se sont abattues ces derniers jours sur la ville et ses environs. Après



un laps de temps très court de précipitation. Les différentes artères ont été envahies par la gadoue, vu que qu'une bonne partie des caniveaux sont obstrués. Les eaux pluviales ont inondé les rues entraînant

avec elles boues, immondes et débris de toutes sortes. N'ayant pas trouvé où se déverser, les eaux de ruissellement se sont accumulées dans les mêmes tronçons routiers, poussant les

automobilistes à rebrousser chemin à la recherche d'un autre itinéraire pour se rendre à leurs destinations. Cette situation a engendré des perturbations monstres au niveau de la circulation automobile, d'où la nécessité d'un traitement urgent afin d'éviter d'éventuels accidents qui peuvent être fatals. Les conducteurs, notamment ceux qui ne connaissent pas la région, se sont retrouvés plongés, en un laps de temps très court, coincés dans d'importantes mares d'eau de pluie. La situation est plus complexe, quand on sait que des chaussées ne sont pas pourvues d'avaloirs qui permettent d'absorber les eaux pluviales qui stagnent comme dans une cuvette.

ANNAbA / AlimeNT ATioN

eN eAu PoT Able

La localité de Sarouel connaît de fortes perturbations en eau potable depuis plus d'une semaine

Imen.Boulmaiz

La crise de l'eau potable qui affecte la localité de Sarouel relevant de la commune d'El Bouni provoque des désagréments difficiles à supporter pour la population locale. Les habitants continuent de se plaindre du manque accru d'eau potable, et affirment que leurs robinets sont à sec, depuis près de 10 jours. Jamais une coupure d'eau n'a suscité autant de colère chez les habitants de la localité "Sarouel". En effet, face à la pénurie d'eau potable qui perdure, les habitants des localités suscitées, très remontés, menacent de sortir dans la rue en guise de protestation afin d'exprimer leur colère et réclamer le rétablissement de l'eau courante. «Des promesses ont été avancées,



mais l'eau ne coule pas encore dans les robinets», ont-ils indiqué, qui, après plusieurs semaines, ne veulent plus croire aux «paroles en l'air». Pendant ce temps, ils continuent à se faire «saigner» par les revendeurs d'eau des camions citernes qui font dans la surenchère face à la forte demande. Les citoyens exigent d'être alimentés en eau au moins un jour sur deux et exigent l'intervention urgente des autorités locales ainsi que des services compétents en vue de mettre un terme à ces coupures prolongées.

ANNAbA / cADre De Vie

Les habitants des cités « Sellami » et « Chawli Belkacem » réclament l'implantation de terrains de sport de proximité

Sarah Yahia

Les habitants des cités « Sellami » d'El Chorfa et « Chawli Belkacem » d'El Bouni réclament l'implantation de terrains de sport de proximité afin de dynamiser cette activité dans leur localité en vue de permettre aux jeunes de s'épanouir et développer leurs capacités physiques et leurs talents et permettre ainsi le développement de leurs communes qui manquent



d'infrastructures sportives de proximité et des aires de jeux et de distractions pour les enfants. «Nous n'avons pas cessé de saisir les autorités locales pour attirer leur attention sur la nécessité de doter notre localité d'un

stade de proximité, depuis des années, mais en vain. Un silence qui ne cesse de pousser les jeunes de cette localité vers d'autres occupations malsaines en proie à l'oisiveté et la délinquance. Les résidents sollicitent l'intervention des responsables locaux, pour remédier à cette situation, afin d'améliorer un tant soit peu, leur cadre de vie. En attendant que la situation s'améliore, les jeunes continuent de prendre leur mal en patience.

ANNAbA / coNsTrucTioN illiciTes

Démolition de bâtisses illégalement construites à Seraidi

Sarah Yahia

Devant le phénomène de la construction illicite, qui a pris des proportions inquiétantes dans la wilaya d'Annaba, et dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, dans la perspective d'assainir le tissu urbain et améliorer le cadre de vie des citoyens, les services de l'APC de Seraidi ont procédé dernièrement à la démolition de plusieurs constructions illicites



à Seraidi centre, et Ain Barbar. Cette opération de démolition a nécessité la mobilisation d'un important dispositif sécuritaire, principalement les éléments de la brigade anti-émeute et

s'est achevée dans de bonnes conditions, grâce aux moyens humains et matériels mobilisés en la circonstance. Cette mesure fait suite à la prolifération des constructions illicites érigées sur des terres agricoles appartenant à l'état. Les assiettes foncières récupérées sont incluses dans un plan d'aménagement urbain, destinées à la réalisation de nombreuses infrastructures socioéconomiques.

ANNAbA / commerce

Augmentation exagérée et inexplicquée des prix des gâteaux de pâtisserie et gâteaux secs

Sarah Yahia

Les amateurs de gourmandises ont remarqué une flambée des prix chez les pâtisseries où les produits proposés, à savoir, gâteaux de pâtisserie et gâteaux secs qui ont connu une augmentation exagérée et inexplicquée. Les pâtisseries évoquent la hausse du prix du sucre et de la farine, pour justifier la cherté des gâteaux, alors les deux produits (farine et sucre) sont soutenus par l'état. La pièce du gâteau mille feuilles vendue précédemment à entre 20 et 25 DA est cédée aujourd'hui à 35 DA. Cette augmentation a touché le reste des gâteaux

sans oublier les tartes aux fraises et les brioches qui sont passées de 10 à 20 DA la pièce. Ainsi, la pièce de gâteau, que ce soit une tartelette garnie de fraises ou d'ananas, d'un pavé au chocolat ou tout autre forme de gâteaux, que seule l'ingéniosité des pâtisseries savent imaginer, est cédée à pas moins de 100 DA voire aller jusqu'à 200 DA et 250 DA dans d'autres pâtisseries qui se trouve dans des endroits résidentiels. « Les prix des matières premières ont augmenté depuis belle lurette et nous sommes obligés de suivre. » déclare un pâtissier. Les pâtisseries d'Annaba sont unanimes à répondre de la



même façon quant à la hausse, relativement récente, des gâteaux. L'emballage aussi a augmenté sans oublier le

sucre et les dérivés et l'huile, sans parler des amandes brutes et le chocolat. Enfin, d'autres diront qu'à ce rythme

et au regard des charges, ils comptent carrément mettre la clé sous le paillason et changer d'activités.

orAN

Réception d'équipements médicaux au profit de la wilaya d'Adrar

La présidente du Croissant-Rouge Algérien (CRA) Saida Benhabilès a présidé jeudi dernier au port d'Oran une cérémonie de livraison d'équipements médicaux, dont des générateurs et des concentrateurs d'oxygène, au profit de deux hôpitaux de la wilaya d'Adrar.

Un générateur d'oxygène, 45 concentrateurs d'oxygène et un matériel d'enfutage d'oxygène en bouteilles ont été acquis par la wilaya d'Adrar à partir de la Turquie, a indiqué Mme Benhabilès, lors de l'opération de réception de ces équipements.

L'opération, qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le CRA pour contribuer aux côtés des autorités publiques à la lutte contre la Covid-19, a été



financée par la wilaya d'Adrar via le CRA, qui a accompli toutes les procédures, a-t-elle fait savoir.

La responsable a indiqué que le CRA a supervisé 35 autres opérations à travers le pays depuis le début de la troisième vague de la pandémie de Covid-19 portant principalement sur l'acquisition de matériels et

la fourniture d'oxygène aux hôpitaux par les autorités, les instances et associations locales, et les opérateurs économiques.

Elle a également affirmé que le CRA a intensifié les actions de sensibilisation, surtout lors de la troisième vague de la pandémie durant laquelle tous ses cadres et bénévoles ont pris part aux opérations de



sensibilisation des citoyens sur l'importance de la vaccination et le respect des mesures préventives, et ses sièges et locaux au niveau national ont été ouverts pour prendre part à la campagne de vaccination contre la Covid-19, en collaboration avec les autorités sanitaires.

Le Croissant-Rouge algérien a organisé des initiatives de

vaccination de la population dans les zones rurales et aux domiciles des personnes âgées et des malades dans les localités éloignées et déshéritées, a rappelé Mme Benhabilès.

La présidente du CRA a aussi donné, au port d'Oran, le coup d'envoi d'un camion chargé d'équipements sanitaires à destination de la wilaya d'Adrar.

méDéA

Exportation de 25 tonnes de laiton vers la Turquie

Une cargaison de vingt-cinq (25) tonnes de laiton, fabriqué par l'entreprise « Arab Metal », sise à la zone industrielle de Oued-Harbirl, ouest de Médéa, a été exporté dimanche vers la Turquie, dans le cadre de la promotion des exportations, a-t-on appris auprès des services de la wilaya, selon APS.

Cette opération est la première du genre, menée par cette



entreprise, spécialisée dans la transformation de métaux, en particulier le laiton, un mélange de cuivre et de zinc, "très demandé" sur les marchés étrangers, a indiqué la même source, ajoutant que d'autres cargaisons devraient être exportées dans les prochaines semaines.

L'entreprise « Arab Métal », installée, depuis 2021, au niveau de la zone industrielle de Oued-Harbirl, dispose d'une

capacité de production estimée à 8500 tonnes/an de laiton et de cuivre, commercialisée principalement sur le marché national. Celle-ci compte s'orienter, à faveur des facilités accordées par les pouvoirs publics, à investir les marchés extérieurs, avec la perspective d'une augmentation de la production, appelée à doubler, dans un futur proche, pour atteindre 1500 tonne/an, a-t-on conclu.

Moscou en position de force face à Washington lors de discussions-clés sur la sécurité en Europe

La menace d'une nouvelle intervention militaire russe en Ukraine plane sur la rencontre bilatérale qui se tient à Genève, lundi. Publiquement, la Russie refuse de faire la moindre concession sur ses demandes, notamment sur la fin de tout élargissement de l'OTAN.

La Russie a la main, mais qu'en fera-t-elle ? Après avoir déployé 100 000 soldats le long de la frontière ukrainienne, Moscou voit s'ouvrir un espace diplomatique rare pour aborder les questions de sécurité en Europe et dans son voisinage, conformément à ses aspirations. Le Kremlin est-il intéressé par une résolution pacifique des tensions, sur la base de compromis, ou privilégiera-t-il le fait accompli et la force ? C'est à l'aune de cette interrogation sur les priorités russes que se dessine une semaine



cruciale de négociations, à la fois pour l'intégrité territoriale de l'Ukraine – ou ce qu'il en reste, après l'annexion de la Crimée (2014) et la déstabilisation du Donbass – et pour l'équilibre des forces sur le continent.

Une semaine que les Etats-

Unis abordent dans une position difficile. Toute la stratégie du président, Joe Biden, depuis un an, consistant à limiter les sujets de crise avec la Russie pour mieux se focaliser sur la Chine, semble éprouvée. D'autant qu'à l'intérieur même de l'OTAN,

l'hypothèse d'un compromis avec Moscou, sur le dos de Kiev, émeut les pays baltes et la Pologne. Le rapide déploiement de près de 3 000 soldats russes au Kazakhstan, dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective, n'entame pas les capacités d'intervention de la Russie en Ukraine, même s'il complique la donne. Il confirme en revanche l'ambition de Moscou de peser sur le destin de ses voisins, malgré des dynamiques nationales très diverses, déniaient ainsi à Kiev le droit de choisir son orientation.

La rencontre décisive de la semaine est celle de Genève, lundi 10 janvier, dans le cadre du dialogue bilatéral de stabilité stratégique. Celui-ci a été lancé à la mi-juin, en cette même ville suisse, par Vladimir Poutine et Joe Biden. Depuis, deux sessions entre experts ont eu lieu en juillet

et en septembre, conduisant à la constitution de groupes de travail. « Il y a de la place pour des compromis, mais beaucoup va dépendre de l'attitude de la Russie, explique Rose Gottemoeller, ancienne sous-secrétaire d'Etat américaine chargée du contrôle des armements. La mobilisation de ses troupes est comme un poignard porté à la gorge de l'autre partie. Les Russes vont-ils chercher un terrain d'entente ou répéter leurs demandes inacceptables, comme le renoncement formel à tout élargissement de l'OTAN ? Quand un pays est engagé dans la diplomatie du mégaphone, je le soupçonne de ne pas négocier de bonne foi. Ce qui aide, c'est que les deux négociateurs en chef se connaissent très bien et ont travaillé ensemble sur le nucléaire iranien. »

Passé vaccinal

Le Sénat sous pression mais pas pressé

Le Palais du Luxembourg entame à son tour lundi l'examen du projet de loi qui prévoit la transformation du passe sanitaire en passe vaccinal. Après une semaine chaotique à l'Assemblée nationale, les sénateurs préfèrent jouer la carte de l'apaisement.

S'extraire des polémiques pour retrouver la sérénité du débat parlementaire. Le Sénat entame à son tour, lundi 10 janvier, l'examen du projet de loi qui prévoit la transformation du passe sanitaire en passe vaccinal. Après une semaine chaotique à l'Assemblée nationale, où les débats ont été perturbés par les déclarations d'Emmanuel Macron sur les non-vaccinés et instrumentalisés par tous les camps politiques en vue de la présidentielle, les sénateurs préfèrent jouer la carte de l'apaisement.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le Palais du Luxembourg a refusé la demande de l'exécutif d'examiner ce projet de loi dans la foulée de l'adoption du texte en première lecture à l'Assemblée nationale, jeudi à l'aube. Même au nom de l'urgence sanitaire invoquée par le gouvernement et sa majorité, les sénateurs ont dit non à un débat à marche forcée jeudi, vendredi et encore moins le week-end. Quitte à relancer le procès en obstruction parlementaire alors que l'exécutif s'était donné comme date butoir le 15 janvier pour faire adopter ce texte.

« On vise au plus tard une application du passe vaccinal dans les premiers jours de la semaine du 17 janvier », a affirmé le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, dimanche sur BFM-TV, actant un « petit

décalage de quelques jours » tout en rejetant la faute sur « une coalition LR [Les Républicains], RN [Rassemblement National], [La] France insoumise » lors des débats à l'Assemblée. « Le fait de voter ce texte vingt-quatre heures, quarante-huit heures ou une semaine plus tard que prévu n'a strictement aucun impact sur la situation sanitaire actuelle », défend le président du groupe centriste au Sénat, Hervé Marseille.

Eviter le piège politique

La droite sénatoriale souhaitait aussi se donner du temps pour éviter le piège politique qui s'est refermé sur les oppositions à l'Assemblée nationale. Dès la parution, mardi 4 janvier au soir, de l'entretien au Parisien dans lequel Emmanuel Macron dit avoir « très envie d'emmerder les non-vaccinés » tout en estimant



qu'ils étaient « irresponsables » donc « plus citoyens », de l'extrême gauche à l'extrême droite, tous ont été sommés de se positionner sur les propos du chef de l'Etat. A commencer par le groupe Les Républicains. Outrés, les élus qui avaient reçu pour consigne de leur candidate à la présidentielle, Valérie Pécresse, de ne pas s'opposer au passe vaccinal, ont fini divisés sur ce

scrutin : un tiers s'abstenant, l'autre votant contre et le dernier pour. Une confusion inopportune pour Mme Pécresse qui veut s'ériger en alternative crédible au président de la République. « La réaction épidermique presque pavlovienne d'un certain nombre de députés et de sénateurs, c'est ce que cherchait Emmanuel Macron », estime le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau.

Au moins 19 morts, dont 9 enfants, dans l'incendie d'un immeuble de New York

Le feu s'est déclaré dans un bâtiment du quartier du Bronx. Le maire a estimé qu'il s'agissait d'un des « pires incendies de l'histoire » de la ville.

« Cela va être l'un des pires incendies de notre histoire », a déclaré le maire de New York, Eric Adams, sur les lieux d'un incendie qui a dévasté un immeuble du quartier du Bronx. Au moins 19 personnes sont mortes et 63 ont été blessées, selon M. Adams. Parmi les morts figurent 9 enfants, selon une source officielle anonyme, citée par l'agence Associated Press.



Le nouveau maire de New York, un ancien policier afro-américain qui a pris ses fonctions le 1er janvier, a évoqué une « véritable tragédie, pas seulement pour le

Bronx et la ville ».

L'incendie a été provoqué par un chauffage d'appoint, a fait savoir le chef des pompiers de la ville. Les enquêteurs « ont déterminé,

sur la base d'indices matériels et des premiers témoignages d'habitants, que le feu est parti d'une chambre à coucher et d'un chauffage d'appoint », a déclaré Daniel Nigro, lors d'un point de presse qui s'est tenu au pied de cet immeuble en briques de 19 étages de type HLM du Bronx, immense quartier populaire du nord de New York.

Intoxiqués par la fumée

Sur des images circulant sur les réseaux sociaux, d'immenses flammes et une épaisse fumée noire s'échappaient dans la matinée d'une fenêtre d'un bâtiment de plusieurs étages du

Bronx, un immense quartier. La plupart des victimes ont souffert d'intoxication de fumée.

George King, un résident d'un immeuble voisin, a parlé à l'AFP d'une scène de « chaos » : « Je vis ici depuis quinze ans, c'est la première fois que je vois quelque chose comme ça. » Il a raconté avoir « vu de la fumée, beaucoup de gens paniqués » et que « personne ne voulait sauter de l'immeuble ».

Les pompiers de New York, appelés sur les lieux vers 11 heures, heure locale (5 heures, heur

Des manifestants libanais plongent le pays dans le noir

Samedi soir, la population libanaise a souffert après que des manifestants ont pris d'assaut une centrale électrique principale et ont altéré les appareils électriques, provoquant ainsi des coupures de courant à travers le pays pendant des heures.

Les manifestants ont attaqué la centrale principale de la région d'Aramoun, située à 22 Km de Beyrouth, et ont tenté de manipuler le réseau électrique pour assurer l'électricité dans leurs quartiers. Ces efforts ont eu des répercussions néfastes sur l'ensemble des centrales du pays.

Parmi les revendications des protestataires, une distribution inéquitable de l'électricité. «Certaines régions ont le

courant électrique parce qu'elles sont sous l'égide du Courant Patriotique Libre alors que d'autres zones – considérées comme un milieu réservé aux opposants du mouvement – sont plongées dans l'obscurité.»

Le propriétaire d'un générateur électrique privé dans la zone de Choueifat, près d'Aramoun, a indiqué que l'approvisionnement en électricité était revenu dimanche matin aux mêmes niveaux de rationnement dans les régions libanaises. Selon lui, les événements actuels risquent de mettre le feu aux poudres.

D'après Nabih Al-Durra, interrogée par Arab News, «une heure le matin et une



autre le soir, c'est tout ce que l'Électricité du Liban (la compagnie nationale d'électricité dans le pays) fournit au peuple.»

Le reste de l'électricité est dispensé par des générateurs privés qui sont devenus extrêmement coûteux, que

beaucoup ne sont pas en mesure de payer.

Selon Al-Durra, le nombre d'abonnés a diminué de 25% parce que les gens sont incapables de payer 7 100 livres libanaises (\$ 4,72) pour un kilowatt d'électricité.

Dans son communiqué,

l'EDL a déclaré que certains manifestants s'étaient introduits dans la centrale électrique d'Aramoun, «mettant en danger leur propre sécurité et celle des travailleurs de la centrale.»

«Ce qu'ils ont fait a provoqué des perturbations dans le réseau électrique et a déconnecté toutes les centrales de production d'électricité du pays, entraînant un black-out national.»

L'EDL a exhorté «toutes les autorités et forces de sécurité à protéger les installations de l'établissement contre toute éventuelle attaque et à rétablir l'autorité sur les sous-stations échappant à son contrôle.»

kAZAKHSTAN:

Retour à la normale, le président dénonce une «tentative de coup d'Etat»



Le président du Kazakhstan a assuré lundi que les émeutes meurtrières qui ont secoué son pays étaient une «tentative de coup d'Etat» menée par des «combattants armés», assurant que ses forces ne tireraient «jamais» sur des manifestants pacifiques. Les troupes conduites par Moscou et déployées au Kazakhstan à la suite de ces troubles vont se retirer «bientôt», a-t-il ajouté.

«Des groupes de combattants armés qui attendaient leur moment sont entrés en action. Leur objectif principal est apparu clairement

(...) Il s'agissait d'une tentative de coup d'Etat», a indiqué Kassym-Jomart Tokaïev lors d'une réunion par visioconférence avec son homologue russe Vladimir Poutine et d'autres chefs d'Etat alliés.

«Jamais nous n'avons utilisé ni n'utiliserons la force militaire contre des manifestants pacifiques», a-t-il dit.

Il a précisé que 2.030 hommes ont été déployés dans le cadre de cette mission, après son appel à l'aide de cette organisation, dominée par Moscou et regroupant des pays d'ex-URSS.

En Haïti, les gangs sont «tout-puissants», pour ce journaliste rescapé d'une attaque meurtrière

«Les balles fusaient»: seul rescapé de l'attaque où deux journalistes haïtiens ont perdu la vie jeudi, assassinés par un gang en périphérie de Port-au-Prince, Wilmann Vil se terre désormais par peur d'être retrouvé par ces bandes criminelles aux réseaux selon lui insoupçonnés.

Accompagné de Wilguens Louissaint et Amady

John Wesley, Wilmann Vil progressait, dans le cadre d'un reportage, à pied jeudi dans le lit d'une rivière asséchée au cœur de la montagne qui surplombe la capitale haïtienne.

Totalement à découvert, ils ont été pris pour cible en fin de matinée par un des gangs qui veut dominer cette zone rurale, devenue stratégique pour rejoindre

la moitié sud d'Haïti.

«Les balles fusaient, ils tiraient sans arrêt», se rappelle samedi Wilmann Vil lors d'un entretien téléphonique avec l'AFP. Le reporter de 31 ans parvient à se mettre à l'abri sous les arbres de la rive et, gravissant un pan de montagne, est protégé par des paysans à qui il explique sa détresse.

birmANie:

Quatre ans de prison supplémentaires contre Aung San Suu Kyi

La junte birmane resserre encore son emprise sur Aung San Suu Kyi: l'ex-dirigeante a été condamnée lundi à quatre ans de prison dans l'un des volets de son procès au terme duquel elle risque des décennies de détention.

Aung San Suu Kyi, assignée à résidence depuis le coup d'Etat militaire du 1er février 2021, a été notamment reconnue coupable d'importation illégale de talkies-walkies, d'après une source proche du dossier.

Elle avait déjà été condamnée en décembre à quatre ans de détention pour avoir enfreint les restrictions sur le coronavirus, une sentence ramenée à deux ans par les généraux au pouvoir.

La lauréate du prix Nobel de la paix, âgée de 76 ans, purge cette première peine dans le lieu où elle est tenue au secret depuis son arrestation il y a près d'un an.

Un porte-parole de la junte, le major général Zaw Min Tun, a confirmé à l'AFP le verdict de lundi, précisant que Mme Suu Kyi resterait

assignée à résidence le temps de son procès.

Cette nouvelle condamnation est «un camouflet pour l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) qui tente en vain d'engager un dialogue en Birmanie», a réagi Debbie Stothard de l'ONG Alternative ASEAN Network on Myanmar. «Le bloc doit se coordonner davantage avec l'ONU, les Etats-Unis et l'UE, de nouvelles sanctions doivent être imposées contre les intérêts économiques des généraux.»

belmADi sur le mATch coNTre IA sierrA-leoNe : «Bien démarrer le tournoi»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a relevé lundi l'importance de bien démarrer la 33e Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), à 24 heures de l'entrée en lice des champions d'Afrique en titre, mardi face à la Sierra-Leone, au stade de Japoma à Douala (14h00), comptant pour le groupe E.

« Nous devons bien démarrer le tournoi, comme on l'avait fait en 2019 en Egypte. Il va falloir être présents sur tous les plans. Si la Sierra-Leone se retrouve aujourd'hui dans cette phase finale, c'est qu'elle a réalisé de bons résultats. On considère tout le monde, car si demain on baisse la garde, on va le payer cher. On doit prendre cette équipe très au sérieux », a indiqué Belmadi, lors d'une conférence de presse tenue au stade de Japoma.

Tenante du titre, l'équipe nationale évoluera également aux côtés de la Guinée équatoriale et de la Côte d'Ivoire.

« A priori, il était convenu que le Nigeria et le Bénin puissent passer à la CAN-2021, mais la Sierra-Leone avait réussi à s'imposer face au Bénin et valider son billet pour la



phase finale. Ils ont fait 4-4 face au Nigeria. Je l'ai dit et je le répète, il n'y a plus de petites équipes en Afrique », a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner : « Nous arrivons en tant que détenteur du titre. Le niveau de la compétition sera extrêmement fort, il y a plusieurs équipes qui sont capables de remporter le trophée ».

Belmadi a d'emblée annoncé la couleur en affichant son ambition de conserver le trophée, remporté en Egypte : « Nous allons entrer dans cette bataille dès demain avec l'ambition logique de conserver notre titre, même

si ce ne sera pas chose aisée ». Concernant l'horaire « peu habituel » de la rencontre, le coach national a tenu à rassurer sur l'importance de s'adapter aux conditions climatiques.

« L'horaire est peu habituel, nous allons jouer à 14h00 en pleine chaleur et humidité, mais on doit s'adapter à ça. Nous avons cette expérience de gérer cet aspect, au même titre que le Covid-19. D'un match à un autre, on peut perdre des joueurs. Il ne faut pas se plaindre, il faut trouver des solutions ». D'autre part, Belmadi a reconnu que la préparation effectuée à Doha (Qatar), en vue de la CAN-

2021, était « particulière ».

« Nous avons eu une préparation compliquée et tronquée, ça été un peu particulière, notamment avec l'annulation du match amical face à la Gambie ».

Interrogé sur l'absence du capitaine des « Verts » Riyad Mahrez durant le stage de Doha, Belmadi a tenu à clarifier ce cas.

« Riyad a enchaîné des matchs en Boxing Day, donc il était convenu de le laisser récupérer. Il n'était pas question qu'il arrive sur les rotules, le plus important pour lui était de rejoindre le groupe avec ses pleines capacités physiques ».

Sur le plan de l'effectif, outre le milieu défensif Ismaël Bennacer, suspendu pour cumul de cartons, Belmadi devrait se passer des services du défenseur Ramy Bensebaïni, malade.

« Ramy est malade, mais ça n'a rien à avoir avec le Covid-19, il se sentait bien hier soir. Quant à Mehdi Tahrat (confiné à Doha après avoir été testé positif au Covid-19), il est désormais négatif, et va rejoindre le groupe ce lundi. Nous avons deux autres malades, on verra s'ils seront dans la possibilité de rejoindre le groupe ».

Enfin, Belmadi a salué la décision de la Confédération africaine (CAF) d'utiliser la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage, ndlr) pendant l'ensemble des rencontres du tournoi.

« Cela va permettre d'avoir des matchs avec le moins d'incidents possibles, et faciliter les choses pour les arbitres. Ça limite les erreurs, les oublis, et les non-vus. J'ai parlé hier avec un instructeur arbitrage de CAF, je lui ai fait montre de notre ressenti à propos de l'arbitrage », a-t-il conclu.

L'autre match du groupe E, mettra aux prises mercredi au stade de Japoma (20h00) la Guinée équatoriale à la Côte d'Ivoire.

Notre ambition est grande pour conserver le titre de champion d'Afrique

Le capitaine de l'équipe nationale de football Riyad Mahrez, a affiché lundi l'ambition des Verts d'aller chercher une deuxième étoile continentale de suite, à la veille de leur entrée en lice à la 33e CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), mardi face à la Sierra-Leone, au stade de Japoma à Douala (14h00).

« On arrive à une nouvelle CAN, nous sommes les tenants du titre, mais cela ne veut pas dire qu'on va gagner encore une fois, ce sera plus dur que la dernière CAN en Egypte. Notre ambition est grande pour rééditer ce que nous avons réalisé en 2019 », a affirmé Mahrez, lors d'une conférence de presse tenue au



stade de Japoma de Douala. Outre la Sierra-Leone, l'Algérie, logée dans le groupe E, évoluera également aux

côtés de la Guinée équatoriale et de la Côte d'Ivoire.

Les champions d'Afrique ont effectué un stage de douze

jours à Doha (Qatar), ponctué par un match amical face au Ghana (3-0).

« Nous sommes arrivés il y

a deux jours, ce n'est pas la même météo qu'à Doha ou à Alger, mais il faut s'adapter le plus rapidement possible », a-t-il ajouté.

Face à l'opposition de plusieurs clubs européens à libérer les internationaux africains, Mahrez a tenu à préciser la position de son club Manchester City (Angleterre).

« Man City n'avait pas son mot à dire, la CAN est semblable à la Copa America, je ne vois pas pourquoi ils s'opposent à mon départ en sélection, tout s'est bien passé avec mon club concernant ma libération », a-t-il conclu.

L'autre match du groupe E, opposera mercredi la Guinée équatoriale à la Côte d'Ivoire, au stade de Japoma (20h00).

pour Sport INTERNATIONAL

Fc bArceloNe :

Barcelone éternellement reconnaissant après que la cible de Newcastle, Umtiti, ait signé un nouveau contrat favorable

Les espoirs de Newcastle United de faire atterrir le défenseur barcelonais Samuel Umtiti ont pris fin après que le joueur a prolongé son contrat au Camp Nou.

Umtiti a été pressenti pour quitter la Catalogne, son contrat devant expirer en juin 2023. Mais malgré une seule apparition cette saison, l'international français a conclu un nouvel accord jusqu'en 2026. Barcelone a publié une déclaration révélant sa « gratitude » envers le joueur de 28 ans. après avoir accepté une nouvelle offre à des conditions réduites.

La volonté d'Umtiti de réduire les conditions de ses 18 mois existants signifie que le Barça peut enregistrer une nouvelle signature, Ferran Torres.

La déclaration disait : « FC Barcelone et premier joueur de l'équipe Samuel Umtiti est parvenu à un accord pour prolonger le contrat de ce dernier jusqu'au 30 juin 2026. Le défenseur français réduit une partie du salaire qu'il devait percevoir dans l'année et demi restant sur son contrat. « Cette opération de prolongation de contrat n'entraîne pas d'engagements financiers plus importants pour le FC Barcelone vis-à-vis



du joueur.

« Le FC Barcelone souhaite exprimer publiquement sa gratitude à Samuel Umtiti pour sa volonté et l'affection qu'il a manifestées envers le club. Par cette prolongation de contrat, Le FC Barcelone pourra augmenter son quota de « fair-play financier » et ainsi inscrire Ferran Torres avec la Ligue espagnole de football professionnel.

On pensait que les géants de la Liga étaient naturellement

désireux de décharger Umtiti, qui gagne environ 220 000 £ par semaine. La partie catalane a des difficultés financières et a dû emprunter à la banque pour financer le transfert de Torres. Le Barça a payé un montant initial de 46,7 millions de livres sterling pour l'attaquant de Manchester City Torres et 8,5 millions de livres sterling supplémentaires dues en compléments. Mais ils n'ont pas pu l'enregistrer immédiatement en raison des

règles de la FFP.

On pensait qu'Umtiti serait vendu pour faire de la place à Torres, mais un compromis a été trouvé.

Umtiti prend une grande décision

Mundo Deportivo, via le Daily Express signalé qu'Umtiti avait récemment accepté de passer à autre chose. Il souhaitait apparemment un temps de jeu régulier pour tenter d'intégrer l'équipe de France pour la Coupe du

monde 2022.

Mais ce rapport a été balayé par le nouvel accord d'Umtiti. Reste à voir si ses chances de jouer s'amélioreront. Il n'a pas botté de ballon sous Ronald Koeman cette saison et s'en est à peine mieux sorti sous Xavi.

Il a obtenu un départ rare contre Osasuna le mois dernier lors du match nul 2-2. Mais il est immédiatement revenu sur le banc la semaine d'après et n'a plus été revu depuis.

séNéGAI-ZimbAbWe (1-0) :

Sadio Mané sauve le Sénégal

Décimé par la Covid-19, le Sénégal a battu le Zimbabwe dans le temps additionnel sur un penalty de Sadio Mané.

Finaliste de la CAN 2019, on attendait avec impatience les débuts du Sénégal pour cette édition 2022. Mais c'est un Sénégal décimé par la Covid-19 qui s'est présenté sur le terrain du stade omnisports de Bafoussam.

Onze joueurs sur les 28 étaient forfaités dont le gardien numéro un, Edouard Mendy (Chelsea) et sa doublure Alfred Gomis (Rennes). C'est donc le troisième portier, Seny Dieng (Queens Park Rangers) qui a été aligné par le sélectionneur Aliou Cissé.

Ces absences, cumulées à une forte chaleur (29°C), font que le Sénégal a souffert pour venir à bout de la modeste équipe du Zimbabwe.

Le Sénégal s'est procuré trois grosses occasions dans les cinq premières minutes mais a surtout dominé son adversaire de manière stérile.

Finalement, au bout du temps additionnel, le Sénégal obtenait un penalty que transformait Sadio Mané, la star de Liverpool. Il n'est plus qu'à deux buts du record d'Henri Camara (29).

A noter que Lyonnais Tino Kadewere a joué pour le Zimbabwe. Il entré à la pause en remplacement de Prince Dube.



Ukraine, la guerre annoncée de Vladimir Poutine

Le 10 janvier, les négociateurs russes et américains se rencontrent à Genève pour entamer des conversations sur la stabilité stratégique, à la suite de deux entretiens téléphoniques entre Vladimir Poutine et Joe Biden, le 7 et le 30 décembre. La tenue de ces conversations répond à une série de plaintes virulentes de la Russie sur la question de l'Ukraine et la politique de l'Occident à son égard, accompagnée d'une concentration de forces russes aux frontières de l'Ukraine, la Russie laissant planer la menace de recourir à la force si ses demandes n'étaient pas satisfaites. L'annonce de la tenue de ces discussions a été généralement accueillie avec soulagement, car elle semblait de nature à apaiser la Russie et à éviter une intervention armée de sa part.

Auparavant, on avait assisté à une séquence de prises de position russes qui s'est étalée de juillet à décembre 2021. Elles portent la marque personnelle de Vladimir Poutine et forment une vue cohérente de sa vision du problème et de la façon dont il propose de le régler. Il importe donc de les analyser attentivement.

Cet examen amène à une conclusion alarmante: la Russie s'estime, sur la question ukrainienne, et plus largement sur l'organisation de la sécurité européenne, la victime d'une entreprise hostile multiforme de la part de l'Occident; cette entreprise, dont le cœur est l'avancée sous toutes ses formes de l'OTAN en Ukraine, mais ne s'y limite pas, doit cesser; la Russie doit obtenir la garantie juridique qu'elle prenne fin, et que soit défini avec elle un ordre de sécurité rééquilibré en Europe; si l'Occident ne lui donne pas satisfaction rapidement, la Russie n'aura d'autre choix que de prendre des mesures technico-militaires pour corriger la situation injuste qui lui est faite.

Cette séquence s'est ouverte le 13 juillet dernier par un exposé historico-politique du problème ukrainien dans un long article de Vladimir Poutine intitulé «Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens». Il y développe l'idée qu'un même peuple s'est trouvé divisé en trois entités, la Russie, l'Ukraine



et la Biélorussie, et défend la cause de leur unité historique, linguistique et civilisationnelle.

Griefs croissants

Au-delà des mérites intrinsèques de cette thèse, qui mériterait discussion, ce qu'il faut en retenir pour l'analyse de la crise actuelle est une idée simple. Pour le président russe, cette division a été encouragée de tous temps par des forces étrangères: l'impérialisme autrichien, la Pologne et l'Allemagne nazie hier, l'Occident depuis l'éclatement de l'URSS. Il n'y a pas de différend russo-ukrainien, ni de problème de fond véritable qui divise les deux pays; ce sont l'Amérique du Nord et ses alliés qui sont, aujourd'hui, la seule cause du problème.

Ceux-ci, selon Vladimir Poutine, travaillent de façon active et persistante à séparer l'Ukraine et la Russie; ils l'ont fait en 2014 en fomentant la révolution de Maïdan; ils continuent, en dépit de l'élection en 2019 de Volodymyr Zelensky, a priori mieux disposé envers la Russie que Petro Poroschenko: «Les auteurs occidentaux du projet "anti-russe" ont mis en place le système politique ukrainien de telle sorte que les présidents, les députés, les ministres changent, mais qu'il y ait une orientation constante vers la séparation avec la Russie, vers l'inimitié avec elle.»

Poutine a, le 18 novembre, élargi ses griefs, devant le Collège du ministère des Affaires étrangères à Moscou, épisode ayant ouvert la rapide succession d'interventions et de propositions russes qui a culminé à l'occasion de sa traditionnelle conférence de presse-fleuve de fin d'année, le 23 décembre.

Poutine se réfère à l'engagement qui aurait

été pris oralement par les Américains dans le contexte de la négociation sur l'unité allemande de 1990 de ne pas élargir l'OTAN à l'avenir.

Le 18 novembre, il a demandé que cesse le déploiement de «missiles» et de «troupes» aux abords de la Russie et réclamé «de sérieuses garanties de long terme pour assurer la sécurité de la Russie». Il a déploré que le gouvernement ukrainien ne mette pas en œuvre les accords de Minsk, seule base pour la solution du problème du Donbass, et que la France et l'Allemagne, co-parrains de la négociation, le laissent faire. Il a, le 1er décembre, dans une brève allocution à l'occasion d'une cérémonie de remise de lettres de créances, précisé ses demandes en indiquant que la Russie voulait obtenir des États-Unis et de ses alliés «des accords concrets qui excluront tout élargissement supplémentaire de l'OTAN à l'Est, ainsi que le déploiement de systèmes d'armes [la] menaçant à proximité du territoire russe». Pour ajouter ensuite: «Je voudrais souligner que nous avons besoin de garanties légales précises, de garanties juridiques, car nos partenaires occidentaux n'ont pas tenu les promesses verbales qu'ils nous ont faites.»

Poutine se réfère à l'engagement qui aurait été pris oralement par les Américains dans le contexte de la négociation sur l'unité allemande de 1990 de ne pas élargir l'OTAN à l'avenir. Il n'y a pas eu, semble-t-il, d'engagement explicite de cet ordre à cette époque, où le pacte de Varsovie existait encore et l'élargissement de l'OTAN n'était envisagé par personne.

En revanche, le règlement par traité de l'unité allemande prévoyait que l'infrastructure, les armes nucléaires et

les forces stationnées de l'OTAN ne s'étendraient pas au territoire de l'ex-RDA, une façon de signifier que l'Alliance ne prendrait pas avantage du vide laissé par le retrait soviétique. Les Russes peuvent dire, à bon droit, que l'élargissement de l'OTAN n'était pas conforme à l'esprit du règlement de 1990, mais pas qu'il a violé un engagement de l'Ouest.

Deux traités pour un apaisement

Le 17 décembre, le ministère russe des Affaires étrangères a rendu publics deux projets de traités correspondant aux dites garanties. L'un, intitulé «Accord sur des mesures pour assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des pays membres de l'OTAN» se réfère à des principes généraux de sécurité et prévoit pour l'essentiel que les pays qui étaient membres de l'OTAN avant son élargissement en 1997 s'engagent à ne déployer ni forces ni armes sur le territoire d'autres États en Europe, que toutes les parties au traité s'abstiennent de déployer des missiles dans des zones leur permettant d'atteindre le territoire d'autres parties, et que les membres de l'OTAN renoncent à tout élargissement supplémentaire de l'OTAN «y compris l'Ukraine ou tout autre État».

L'autre est un «Traité entre les États-Unis et la Russie sur des garanties de sécurité». Y seraient affirmés des principes de «sécurité indivisible, égale et non diminuée». Les États-Unis s'engageraient à ne pas élargir l'OTAN, à ne pas établir de base sur le territoire de pays ayant appartenu à l'URSS et qui ne seraient pas membres de l'OTAN, ni à entretenir avec eux de coopération militaire. Les deux parties s'engageraient, en outre, à observer diverses restrictions

dans le déploiement d'armes et, en particulier, à ne pas déployer d'armes nucléaires hors de leurs frontières.

«Je crois fermement que c'est clair comme le jour: nous voulons assurer notre sécurité.» Vladimir Poutine, dans sa conférence de presse du 23 décembre 2021

Le 23, lors de sa conférence de presse annuelle, Poutine n'a rien renié de son analyse de la situation: les dirigeants de l'Ukraine n'appliquent pas les accords de Minsk et la Russie doit se préparer à protéger la population russe du Donbass au cas où ils chercheraient à régler la question par la force. Parallèlement, «on essaye de créer dans ces territoires une sorte d'anti-Russie en y entassant les armements les plus modernes et en lavant le cerveau de la population locale. [...] Comment la Russie doit-elle vivre avec tout cela? Devons-nous toujours rester sur nos gardes, observant ce qui se passe là-bas et quand une attaque pourrait venir?»

Évoquant les discussions à venir avec les Américains, il a qualifié de «très positive» leur réponse, mais il a rappelé que la Russie avait «parlé clairement et directement contre tout élargissement à l'Est de l'OTAN. La balle est dans leur camp. Ils doivent répondre d'une façon ou d'une autre.» Plus loin, il reprend:

«L'Ouest aurait dû voir la Russie comme un allié potentiel et la renforcer, mais ils ont fait le contraire et cherché à la fragmenter encore davantage. Puis ils ont commencé à élargir l'OTAN à l'Est. Nous leur avons dit de ne pas le faire, en arguant qu'ils nous avaient promis de ne pas le faire. Ils nous ont dit: "Avez-vous une trace écrite? Non, allez-vous en, on se moque de vos inquiétudes." Ils ont continué, année après année, à chaque fois nous avons montré les dents, essayé d'empêcher la chose, exprimé nos inquiétudes. Mais non, ils n'ont rien voulu entendre, disant qu'ils feraient ce qu'ils estimaient nécessaire. Il y a eu une, deux, trois, quatre, cinq vagues d'élargissement. Qu'est-ce qu'ils ne comprennent pas? Je ne sais pas. Vous pouvez dire que c'est clair de façon abondante. Je crois fermement que c'est clair comme le jour: nous voulons assurer notre sécurité.»



Des dizaines de sites piratés via un simple lecteur vidéo en cloud

Des pirates ont trouvé une méthode pour collecter les données des clients des agences immobilières. Ils ont contaminé les sites Web par du code malveillant intégré dans le lecteur d'une plateforme de vidéo en cloud.

La porte d'entrée de nombreux piratages se fait par un maillon faible situé plus ou moins près de la cible du réseau visé par les hackers. C'est justement le cas de la dernière découverte du laboratoire Unit 42 de la société de cybersécurité de Palo Alto Networks. Les pirates ont utilisé comme vecteur un lecteur vidéo en



cloud abondamment intégré sur les sites des agences immobilières.

Avec ce procédé, ils sont parvenus à dérober les informations saisies par les clients des agences sur les sites Web. Les scripts employés sont connus sous le nom de skimmers ou formjacking. Ils permettent de voler

des informations sensibles saisies dans des formulaires et notamment les éléments qui permettent de réaliser un paiement en ligne. Au total, l'Unit 42 a trouvé plus de 100 sites immobiliers compromis par cette attaque. C'est peu, mais il ne faut pas oublier que les pirates se sont contentés de n'utiliser qu'un seul vecteur : le lecteur de vidéos en cloud.

Un code Javascript malveillant

La faille provient plus précisément du code JavaScript de la plateforme qui permet de personnaliser le lecteur. C'est ce code qui était contaminé par un skimmer et

qui était appelé par les pages Web des agences. Il suffisait que le client de l'agence renseigne les formulaires du site pour que l'ensemble de ces données soient enregistrées, puis exfiltrées. Depuis la découverte, le ménage a été réalisé aussi bien sur la plateforme de vidéo que sur les sites contaminés. Mais le gros souci, c'est qu'il était difficile de soupçonner quoique ce soit. Les pirates avaient suffisamment masqué leur charge virale pour qu'elle ne puisse être détectée par la plupart des solutions de sécurité.

En Bref...

L'éditeur de Call of Duty : Warzone, Activision Blizzard, a intenté une action en justice contre des tricheurs basés en Allemagne. En tout, six personnes sont citées dans l'action en justice. Activision les désigne comme responsables du développement et de l'exploitation d'EngineOwning, un site Web de distribution de logiciels de triche.

Une affaire de triche

« Activision a dépensé et continue de dépenser d'énormes ressources pour lutter contre la triche dans ses jeux », écrivent les avocats d'Activision dans le procès. Ils ajoutent : « En dépit de ces efforts, la vente et la distribution du logiciel de tricherie par les défenseurs ont causé à Activision des dommages massifs et irréparables à son fonds de commerce et à sa réputation, ainsi qu'une perte de revenus substantielle ».

L'action en justice accuse les développeurs d'EngineOwning d'enfreindre les droits d'auteur d'Activision, de violer ses conditions de service et de distribuer des aimbots, triggerbots et autres techniques de triche.

De la triche en accès payant EngineOwning vend des services de triches pour divers jeux vidéo. À savoir Call of Duty : Modern Warfare, Call of Duty : Vanguard et Call of Duty : Black Ops. Le site propose également des logiciels de triche et un logiciel de « spoofing » conçu pour contourner les interdictions. L'accès à ces logiciels est disponible sur la base d'un abonnement, allant d'environ cinq dollars pour trois jours d'accès à environ 45 dollars pour 90 jours d'accès.

Les joueurs qui souscrivent à ces abonnements ont accès à la visée automatique, au tir automatique et la localisation des autres joueurs. EngineOwning vend aussi des accès au radar qui permet aux joueurs de voir à travers les murs. Le site Web avertit toutefois les joueurs qu'ils peuvent être bannis en cas de tricherie « évidente ».

Le combat d'Activision

Activision a déclaré l'année dernière avoir banni plus de 475.000 comptes depuis le lancement de Warzone. Ces tricheurs « nuisent à la capacité des clients légitimes à profiter et à participer aux expériences en ligne soigneusement créées par Activision », peut-on lire dans l'action en justice.

Smartphones

Cinq accessoires astucieux pour vous simplifier la vie en 2022

Plus rapide, plus saine, plus verte, plus belle la vie ! De nombreux accessoires pour smartphones sortent pour nous simplifier la life en ce début 2022 ! Que vous soyez geek ou simple utilisateur pragmatique, 20 Minutes en a débusqué et testé cinq qui pourront rejoindre votre panoplie tech.

Pour éviter que votre smartphone soit un nid à virus : le boîtier Mundus d'Einova Cette boîte blanche qui se branche sur secteur fait coup double. Après l'avoir ouverte, on y dépose son smartphone pour qu'il soit désinfecté en huit minutes seulement.

L'opération s'effectue grâce aux ampoules UV-C qu'elle contient. Leur lumière a pour effet de transformer les molécules d'oxygène en molécules d'ozone qui occasionnent la mort éventuellement présentes sur le terminal mobile.

Autre vocation : une fois refermée, le boîtier Mundus fait office de chargeur pour smartphone.

Son couvercle sert alors de support sur lequel on pourra poser notre mobile en vue de sa recharge.

Pour réaliser des recharges plus responsables : les câbles

de recharge Green_e

C'est bien connu : même si l'on en prend soin, le câble de recharge d'un smartphone finit par s'user assez vite et suppose d'être remplacé. Pas avec Green_e.

Vantant une garantie de 10 ans sur ses câbles, la marque française réussit un véritable tour de force en proposant non seulement des produits durables, mais aussi éco-conçus, réalisés à partir de matériaux recyclés ou recyclables, avec ces connecteurs en zinc recyclable pour un plus grand maintien dans le temps.

Disponible en USB vers prise Lightning (pour iPhone/iPad/AirPods) ou vers USB-C, on peut leur associer un chargeur de la marque également éco-conçu et recyclable. D'ailleurs, Green_e ne fait pas les choses à moitié : chaque produit est vendu dans un emballage compostable et fourni avec un bon « T » pour son retour gratuit en fin de vie, en vue de son recyclage (ou celui d'autres câbles que l'on aurait en stock).

Pour créer des images bien stables : la gimbal PowerVision S1

Etonnant de compacité lorsque plié, le PowerVision S1 objet

fait office de gimbal avec stabilisateur motorisé sur trois axes.

En déplacement, voire en voyage, il s'avère très pratique pour se filmer sans tremblement. Et grâce aux commandes accessibles sur son manche et notamment à son petit joystick, il est possible de modifier l'orientation de son terminal mobile, de zoomer, etc. Intéressant pour créer du contenu, d'autant qu'une application (Vision + S1) permet quelques réglages supplémentaires, comme le suivi de sujet, le verrouillage de la ligne d'horizon, ou le déclenchement de prises de vues à l'aide de gestes.

Bonus loin d'être anecdotique : le PowerVision S1 fait office de batterie d'appoint (4120 mAh) pour recharger les smartphones par induction. C'est l'équivalent d'une charge pour la plupart des smartphones du marché.

Pour recharger plusieurs équipements en même temps : le plateau Sette Q de Moshi Élégante avec sa surface recouverte de tissus gris, la station de recharge Moshi Sette Q intègre deux modules de recharge pouvant délivrer jusqu'à 15 Watts chacun.

Elle peut donc accueillir deux

smartphones simultanément (pratique sur son bureau, si l'on a un terminal pro et perso !), mais aussi un smartphone et des écouteurs, etc.

Astuce : l'appareil dispose en façade d'une prise USB-A. But : recharger en même temps un appareil filaire, non compatible avec la charge à induction (norme Qi, commune à la plupart des smartphones désormais), comme une montre ou un casque audio.

Pour sauver vos AirPods de la catastrophe : étui waterproof de Catalyst

Qui n'a jamais eu peur de perdre son étui pour écouteurs ? Qui n'a jamais craint qu'il prenne l'eau sous une averse hivernale ou durant une activité sportive ? Dédié aux AirPods Pro d'Apple, cet étui développé par le spécialiste des accessoires de protection Catalyst possède une double vertu.

En silicone et disposant un mousqueton, il permet d'accrocher ses écouteurs n'importe où, mais aussi de les protéger contre la pluie, voire l'immersion.

A la norme IP67, la petite housse peut ainsi sauver de la noyade les AirPods Pro jusqu'à un mètre de profondeur.



Les risques cardiovasculaires peuvent être pires pour la cognition des femmes

Des chercheurs mettent en garde quant au fait que si la prévalence des facteurs qui favorisent le développement de maladies cardiovasculaires est plus élevée chez les hommes que chez les femmes à la quarantaine, les conséquences pour le cerveau sont beaucoup plus importantes pour celles-ci.

Le risque cardiovasculaire, soit la probabilité de survenue d'une maladie ou d'un accident cardiovasculaire, des femmes est un sujet de vigilance. En effet, si elles sont plus protégées que les hommes jusqu'à la ménopause (les hormones les protègent), elles ont ensuite la même probabilité de développer une maladie cardiovasculaire après 60 ans. L'exposition aux facteurs de risque est mise en cause dans cette évolution défavorable : tabagisme en augmentation, activité physique en baisse, consommation d'alcool, augmentation de la prévalence de l'obésité et du diabète de type 2... Or, des différences ont été observées entre hommes et femmes dans le repérage du risque cardio-neurovasculaire, l'accès aux soins, les caractéristiques de la maladie et des traitements.

Une nouvelle étude publiée dans la revue « Neurology » suggère que même si les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'avoir des maladies cardiovasculaires, comme les maladies cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux (AVC), et des facteurs de risque comme le diabète, l'hypertension artérielle et le tabagisme à l'âge mûr, l'impact négatif de la plupart de ces conditions sur la cognition (pensée et mémoire) serait plus fort pour les femmes. « Nos résultats montrent que les maladies cardiovasculaires et la présence de facteurs de risque à quarantaine étaient associés au déclin cognitif, mais l'association est plus forte pour les femmes que pour les hommes. », explique l'auteur principal de l'étude, le Pr Michelle M. Mielke, de la Mayo Clinic à Rochester (Etats-Unis).

Des associations plus fortes avec le déclin cognitif à la quarantaine chez les femmes

Celui-ci ajoute : « nous avons découvert plus précisément que certaines affections cardiovasculaires, telles que le diabète, les maladies cardiaques et la dyslipidémie (concentration élevée de lipides dans le sang) avaient

des associations plus fortes avec le déclin cognitif chez les femmes. » L'étude a porté sur 1 857 personnes sans démence âgées de 50 à 69 ans au début de l'étude, soumises à une évaluation clinique tous les 15 mois pendant trois ans. Les examens comprenaient des tests de mémoire, de langage, de fonction exécutive et de compétences spatiales, dont les résultats combinés ont permis de calculer un « score cognitif. » Dans l'ensemble, 1465 participants (79%) présentaient au moins un problème cardiovasculaire ou facteur de risque.

Les participants hommes étaient plus nombreux à présenter au moins un facteur de risque : 83 % pour les hommes contre 75 % pour les femmes. Mais les chercheurs ont constaté que la plupart des maladies cardiovasculaires étaient plus fortement associées à une fonction cognitive moindre chez les femmes. Par exemple, les maladies cardiaques étaient associées à une baisse deux fois plus importante du score cognitif pour les femmes. En outre, le diabète, les maladies cardiaques et des taux anormalement élevés de graisse dans le sang étaient associés



à une baisse du score de langage uniquement chez les femmes. Seule l'insuffisance cardiaque (lorsque le cœur ne pompe plus le sang normalement) était associée à une baisse du score de langage uniquement chez les hommes.

« Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour examiner les différences entre les sexes dans les relations entre les facteurs de risque cardiovasculaire et les biomarqueurs spécifiques de maladies cérébrales. », indique le Pr Michelle M. Mielke. « Cela peut aider à mieux comprendre

les mécanismes spécifiques au sexe, par lesquels les conditions cardiovasculaires et facteurs de risque contribuent à la déficience cognitive chez les femmes et les hommes. » Les chercheurs concluent sur le fait que l'étude ne prouve pas directement que les femmes qui présentent des facteurs de risque cardiovasculaire auront un déclin cognitif à la quarantaine, mais montre une association qui reste à démontrer dans d'autres études. La prochaine étape sera de recruter un panel plus large et plus varié de participants.

OTOSPONGIOSE : Quelle est cette maladie de l'oreille interne ?

Une femme s'est aperçue qu'elle n'entendait plus les cris de son bébé, avant d'être diagnostiquée d'une maladie de l'oreille interne, l'otospongiose. En quoi consiste-t-elle ?

Une animatrice de radio anglaise, Helena Merriman, témoigne dans un article de la BBC avoir soudainement, en pleine nuit, arrêté d'entendre les cris de son bébé âgé de 4 mois. Elle raconte avoir étonnée car habituellement, elle l'entendait toujours avant son compagnon. Or, cette nuit-là, il s'était levé en premier. Par la suite, la jeune maman a de nouveaux fait des black out auditifs. Après être allée consulter, elle s'est vue diagnostiquer une maladie de l'oreille, l'otospongiose. En quoi consiste cette pathologie ?

Recherches populaires
Troubles cardiovasculaires
Cure perte de poids
Problème de poids
Médicament hypertension
Soigner la dépression
Perdre du poids

L'otospongiose, aussi appelée otosclérose, touche 1 personne sur 1000, et concerne deux fois



plus de femmes que d'hommes, on estime que deux femmes sont touchées pour un homme et que la pathologie se déclare à l'âge adulte, entre 20 et 40 ans. Il s'agit d'une maladie dégénérative qui touche à l'os de l'oreille.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DE L'OTOSPONGIOSE ?

Comme Helena Merriman, les symptômes peuvent être la perte d'acuité auditive, comme l'explique le site Surdité Info Service. Mais cela peut aussi être accompagné d'acouphènes qui se présentent

comme des bourdonnements. Il est aussi possible, dans de plus rares cas (10 à 20% environ) d'avoir des sensations de vertiges à cause de la maladie. En général, cela concerne les deux oreilles.

D'OÙ VIENT CETTE MALADIE ?

L'otospongiose pourrait avoir des causes hormonales, plusieurs cas ont été liés à la grossesse : il n'est pas rare qu'elle se révèle ou s'aggrave à ce moment-là. Elle se développe progressivement et peut subir des à-coups, souvent dus à des facteurs hormonaux. Si aucun

gène n'a été identifié, on estime que dans 50% des cas, la maladie se transmet dans la famille.

COMMENT FONCTIONNE-T-ELLE ?

L'otospongiose est une maladie qui touche les os de l'oreille. Le mécanisme osseux est perturbé par l'apparition de morceaux d'os de mauvaise qualité qui ne remplissent plus leur fonction. On parle de foyers otospongieux, qui peuvent se trouver à divers endroits, mais qui «le plus souvent prennent place sur l'étrier, dernier osselet de la chaîne ossiculaire de l'oreille moyenne, qui assure la jonction avec l'oreille interne via la fenêtre ovale», note Surdité Info Service. De fait, l'étrier devient ankylosé, il a plus de mal à effectuer le mouvement qui fait passer le son vers l'oreille interne, ce qui se traduit par une surdité dite de transmission.

COMMENT LA DIAGNOSTIQUER ?

La première étape consiste à observer ses symptômes, en cas de perte d'audition ou de vertiges, consultez un ORL. Ensuite, plusieurs options existent pour

détecter l'otospongiose. On trouve l'otoscopie, un examen clinique de l'oreille. Un examen audiométrique, qui permet d'évaluer le type de surdité. Et le scanner des rochers (les os du crâne au niveau de l'oreille).

COMMENT TRAITE-T-ON L'OTOSPONGIOSE ?

Trois approches existent pour traiter l'otospongiose. On peut opter pour des médicaments, comme du fluor, qui aide à renforcer les os, à éviter que les formations de mauvaise qualité ne s'étendent, mais qui ne permet pas de récupérer l'audition perdue. On peut opérer s'il ne s'agit que d'une surdité de transmission (concernant l'étrier, pas au stade le plus avancé de la maladie) : «Le principe est d'enlever l'étrier ankylosé et de le remplacer par une prothèse en téflon rattachée à l'enclume et assurant le même rôle que l'étrier, soit la stimulation mécanique de l'oreille interne via la fenêtre ovale», note Surdité info service. Enfin, on peut envisager un appareillage auditif évolutif en fonction du stade de la maladie.



5 astuces pour faire pousser ses cheveux plus vite

Bien souvent on ne sait plus où donner de la tête avec nos cheveux. Lorsqu'ils sont longs, on les veut courts, on les fait couper, puis parfois on regrette et on aimerait retrouver des cheveux longs en un clin d'œil. Voici comment accélérer la pousse naturellement.

1. Nourrir ses cheveux en mangeant les bons aliments

Un cheveu bien nourri de l'intérieur verra sa pousse stimulée, en même tant que votre chevelure sera abondante et vigoureuse. Car les cheveux longs s'abîment vite, deviennent cassants, fourchus... et ne poussent plus ! Au niveau alimentation, privilégiez avant tout la levure de bière - à saupoudrer sur vos salades par exemple - qui contient la vitamine B préférée des cheveux. Consommez également des aliments riches en fer, zinc, protéines et acides gras essentiels : céréales, germe de blé, légumes secs, jaune d'œuf, poisson, fruits de mer, foie et viande rouge.

2. Gommer le cuir chevelu

Tout comme la peau, le cuir chevelu a besoin d'être nettoyé en profondeur pour optimiser les soins qu'on va appliquer sur les cheveux. Le gommage du cuir chevelu va éliminer l'excès de sébum, les pellicules et toutes traces de pollution.

Mélangez de l'huile d'olive à du sel fin,

Appliquez raie par raie sur vos cheveux humides, puis massez



pendant quelques minutes.

Terminez ces deux soins par un shampoing doux, que vous rincerez à la fin avec de l'eau chaude puis un jet d'eau froide. Rien de tel pour sublimer vos cheveux longs !

3. Masser le cuir chevelu

La croissance de vos cheveux se situe à leur racine, c'est-à-dire sur votre cuir chevelu. Il faut donc stimuler la microcirculation capillaire avec un bon massage crânien pour activer la repousse. Deux fois par semaine, pendant 5 à 10 minutes, massez-vous avec un mélange d'huiles essentielles tonifiantes (romarin, sauge, ylang-ylang) et d'huile d'olive. Du bout des doigts écartés, par massages circulaires, commencez par la nuque en remontant vers le haut du crâne.

4. Appliquer un masque capillaire naturel

Les masques capillaires permettent de soigner vos che-

veux sur toute leur longueur. En réparant de la racine aux pointes, ils encouragent ainsi une meilleure pousse. Plusieurs recettes de grand-mère existent : l'huile de ricin, le lait de coco ou un jaune d'œuf mélangé à de l'huile d'olive, qui contiennent tous des nutriments bénéfiques pour les cheveux. Appliquez au moins une heure sur cheveux secs avant votre shampoing, puis enveloppez d'une serviette chaude. Votre chevelure pourra adopter les plus beaux looks coiffure !

5. Espacer les shampoings

Pour garder des cheveux en bonne santé et donc favoriser leur repousse, il est recommandé d'espacer les shampoings au maximum pour ne pas agresser le cuir chevelu. L'idéal serait de faire 1 ou 2 lavages avec un shampoing doux. Si vos cheveux ont tendance à graisser rapidement, portez une queue-de-cheval ou un chignon.

Astuces D&Co



Sara Boueche

Dans les logements récents, on entend souvent parler de chambre ou de suite parentale. De quoi s'agit-il concrètement? C'est tout simplement un espace fonctionnel et confortable dédié exclusivement aux parents leur permettant de préserver leur intimité

La chambre parentale se compose de trois espaces : un espace nuit, un autre pour le rangement et un dernier réservé à l'hygiène

L'espace nuit:

Le lit reste l'élément essentiel de la chambre parentale. Quelque soit la superficie de la chambre, il doit être placé de manière à ce que l'on puisse circuler aisément. Une tête de lit et des tables de chevet agrémenteront l'espace

La salle de bains:

Elle peut être intégrée à la chambre ou attenante mais toujours accessible depuis cette dernière

Douche italienne ou baignoire, WC séparés ou non, tout dépend de l'espace dédié et de votre budget. Un minimum de cinq m2 est conseillé pour la salle de bains

Le rangement :

Si l'espace disponible le permet, un vrai dressing (espace dédié) peut y être aménagé. Dans le cas contraire, un dressing armoire peut être installé au niveau de l'espace nuit

Tout petit espace pouvant servir au rangement doit être exploité pour éviter le désordre

Un coin salon peut être aménagé dans une chambre parentale de grande surface mais un coin bureau est à éviter

La chambre étant un lieu de repos et de sommeil

Une chambre parentale peut être aménagée dans tous types d'habitations mais une superficie minimum de 12 m2 est nécessaire

La suite parentale exige quant à elle une superficie beaucoup plus grande

Comment faire briller ses cheveux ?

Véritable symbole de féminité, la chevelure est le premier reflet de notre beauté. Des cheveux ternes ou sans vie ne sont pas une fatalité. Pour avoir de beaux cheveux brillants, chouchoutez votre crinière avec nos conseils.

1. Utilisez le vinaigre de cidre ou le citron pour faire briller vos cheveux

Pour la brillance, optez, après votre shampoing habituel, pour un rinçage au vinaigre de cidre ou au jus de citron. Pour cela, prenez 1 litre d'eau et versez dedans 2 à 3 cuillères à soupe de vinaigre de cidre ou le jus d'un citron filtré. L'acidité du vinaigre resserre

les écailles de vos cheveux, les rendant très brillants.

2. Faites un masque avec des ingrédients naturels

Les masques sont des alliés beauté pour votre chevelure. Pour les rendre plus brillants, vous pouvez mélanger le jus d'un demi-citron avec un jaune d'œuf et une cuillère à soupe d'huile d'olive. Laissez la mixture sur vos cheveux humides durant au minimum 10 minutes, puis rincez.

3. Portez un foulard en soie pour faire briller vos cheveux

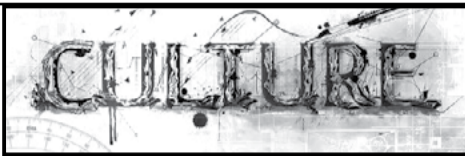
Utilisez un foulard en soie pour avoir de jolis cheveux

lumineux. Pour ce faire, enveloppez-les dans un foulard en soie et frottez doucement le tissu sur vos cheveux pendant quelques minutes.

4. Faites un shampoing adapté à la nature de vos cheveux

Il est important d'utiliser un shampoing adapté à la nature de vos cheveux. Choisissez un shampoing léger qui enlèvera les impuretés qui se sont accumulées sur votre cuir chevelu (sébum, résidus de produits coiffants, pollution) sans l'agresser. Vos cheveux retrouveront légèreté et brillance.





Yennayer: Nouvel an Amazigh

Sara Boueche

Yennayer marque le Jour de l'An berbère du calendrier agraire, utilisé par les Berbères et qui est fêté le 12 janvier. Il correspond au 1er janvier du calendrier julien, avec un décalage de 12 jours par rapport au calendrier grégorien.

Le Nouvel an Amazigh, s'appelle aussi Yennayer, le symbole de cette fête est la lettre «z», qui s'écrit en Tamazigh tiffinagh sur les affiches, et cette lettre est un symbole de liberté. Pour cette occasion, les familles se réunissent pour se souhaiter leurs vœux annuels et partager ensemble un bon



repas traditionnel avec des recettes patrimoniales issues du patrimoine tels des plats souvent à base de couscous ou semoule intégrant les légumes secs en tous genres.

En ce jour, l'aspect des mets cuisinés doivent être riches et copieux afin de symboliser et présager l'abondance pour toute la nouvelle année à venir qui démarre. C'est pourquoi on privilégie beaucoup les plats à base de couscous, de légumineuses tels les pois chiches, fèves, haricots noirs. Les enfants sont gâtés avec de délicieuses friandises et revêtus de leur plus bel habit acheté pour l'occasion. Une

journée festive et heureuse donc où chacun peut espérer le meilleur.

Depuis le 12 janvier 2018, l'Algérie a officiellement décrété Yennayer comme jour férié cette journée du calendrier amazigh. Une belle reconnaissance de l'identité berbère dont la présence des ces populations autochtones est antérieure à l'arabisation et à l'islamisation. Ils se nomment d'ailleurs eux-mêmes imazighen (pluriel d'amazigh), qui signifie "homme libre" en dialecte tamazight, une langue différente de l'arabe.

La générale du méga spectacle «Posticha» de Ahmed Rezzak présentée à Alger

La générale de la pièce de théâtre «Posticha», comédie noire et première expérience d'un méga spectacle qui a réuni près de 200 praticiens du 4e Art, a été présentée samedi à Alger, devant un public nombreux, astreint au strict respect des mesures de prévention sanitaire contre la propagation du Coronavirus.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle, écrit et mis en scène par Ahmed Rezzak, a été monté sur l'idée de créer une dynamique d'ensemble avec les praticiens du 4e Art à l'échelle nationale, faisant aussitôt l'unanimité, avec l'adhésion immédiate de plus de 200 d'entre eux, entre personnels artistique et technique, qui ont accepté de porter ce projet, alors devenu, la «production des artistes bénévoles».

«Posticha» (petit problème dans le jargon algérois) raconte en une dizaine de tableaux, l'histoire d'un quartier réduit le soir, à une seule source d'éclairage, résultat d'un projet délibérément mal mené, pour détourner une partie du fonds qui lui a été alloué à des fins personnelles, alors que l'alimentation en électricité de ce district, comptait l'installation de plusieurs lampadaires.

Arrive alors un soir, où les habitants vont constater avec colère et amertume que la seule lampe qui éclairait la rue avait été brisée, ce qui a engendré de



vives querelles entre voisins qui se renvoyaient les accusations, mettant ainsi à nu l'absence de relation et le manque de communication entre eux.

Le courant ne passant plus entre habitants d'un même quartier, la mésentente vire au conflit qui se généralise pour venir s'ajouter au désarroi des gens, dans un quartier frappé par la pénurie d'eau et où la jeunesse vit dans une précarité totale.

Se basant essentiellement sur la dimension humaine, le spectacle, présente plusieurs niveaux de lecture, insistant sur la symbolique de la «lampe brisée», très importante, selon Ahmed Rezzag, dans la mesure où elle renvoie à l'absence d'idées et donc de réflexion», ce qui conduira forcément à «toutes les formes d'obscurantismes», a-t-il encore expliqué.

Le personnel artistique, réunissant plusieurs générations de comédiens de différents

horizons et statuts, entre amateurs, professionnels, autodidactes ou issus des organismes de formation, compte plus de 200 artistes, dont une trentaine de danseurs, cinq musiciens, sept metteurs en scène, quatre chorégraphes, deux chanteurs et plus de 150 comédiens et comédiennes.

Parmi les nombreux prestataires qui ont servi cette «belle aventure», Mustapha Ayad, Fadhila Hachmaoui, Samira Sahraoui, Hamid Achouri, Kamel Bouakkaz, Linda Sellam, El Hani Mahfoud, Chaker Boulemdais, Mina Lehtar, Samia Guerouabi, Loubna Noui, M'Barek Menad, Hadjla Kheladi, Adila Soualem et Lotfi Bensbaa.

Promise à une grande carrière, Samia Guerouabi, nouvelle recrue d'Ahmed Rezzak, dont c'est la première expérience sur les planches, a brillé dans son rôle d'agent de police, donnant



la réplique à ses partenaires avec assurance et une confiance en soi digne d'une comédienne professionnelle.

La scénographie, basée sur un éclairage vif ou feutré, quelques accessoires et la projection de façades d'immeubles sur plusieurs grands écrans entourant la scène, a restitué les atmosphères électriques d'un quartier populaire en ébullition, en quête de l'élémentaire et du minimum de vie décente.

Le jeu des comédiens, alterné par de belles chorégraphies, signées entre autre, par Slimane Habès, Nouara Idami et Khadidja Guemiri, a été concluant, dénotant d'une direction d'acteur menée avec minutie et précision, qui a donné au spectacle un aspect visuel hautement esthétique, très applaudi par le public dans des atmosphères de délectation. Présente au spectacle avec quelques membres du

gouvernement, la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaalal a mis en avant l'aspect «bénévole» de la part des comédiens qui a caractérisé ce «spectacle exceptionnel», dont les recettes seront reversées aux malades du cancer.

Soulignant la collaboration apportée à ce projet, en mettant à la disposition du metteur en scène et de ses équipes, «le village des artistes de Zeralda, ainsi qu'une quinzaine de théâtres régionaux», Wafa Chaalal a invité les autres départements à «encourager le fait culturel», assurant enfin, de «sa volonté à œuvrer» pour que ce méga spectacle «fasse le tour d'Algérie».

La pièce de théâtre «Posticha» est reconduite dimanche et lundi au TNA.



Mauritanie :

Chinguetti conserve précieusement des manuscrits anciens

Dans l'ancienne ville-oasis de Chinguetti, au Nord-Ouest de la Mauritanie, il faut pousser la porte des bibliothèques pour découvrir ses trésors. Fondée au XI^e siècle, la ville était alors le carrefour des anciennes routes commerciales transsahariennes. Et a conservé d'incalculables collections de manuscrits d'époque, qu'elle tente d'entretenir du mieux possible. «Chinguetti a beaucoup de livres et de manuscrits. La chose la plus importante de ces livres est la partie plus religieuse des manuscrits», explique Saïf Al Islam, le propriétaire d'une ancienne bibliothèque. «Pour préserver les vieux livres, on a commencé à mettre différentes sortes de produits



chimiques dans des bassines d'eau, et des produits pour la préservation des livres pour qu'ils ne soient pas détruits par les termites et les insectes»,

détaille Ahmed Ould Habott, également propriétaire d'une bibliothèque.

«Récemment, il y a trois mois, nous avons dû sortir tous ces

manuscrits pour les mettre au soleil afin qu'ils prennent la chaleur. Puis nous avons ajouté du sel pour les protéger des insectes.»

Lieu d'échange de manuscrits de tout le monde arabe sur des thématiques aussi variées que la religion, les mathématiques, la littérature et l'astronomie, la ville est devenue un centre d'apprentissage renommé. Mais elle et ses trésors sont menacées par les groupes extrémistes islamiques qui sévissent dans la région et par le désert du Sahara, qui tente de reprendre ses droits. «En 1995, il y avait un petit espoir que la ville puisse accueillir des touristes. Mais malheureusement, le terrorisme a empêché les vacanciers de

venir et le tourisme s'est arrêté pendant un certain temps», reprend Saïf Al Islam. «Il y a le Covid-19 et le tourisme s'arrête à nouveau. Mais cette année, il y a un petit retour des vacanciers, on est optimiste et tout le monde est content.»

«Je suis venu avec des amis et on voulait visiter la bibliothèque qui est très importante pour la Mauritanie. On a appris beaucoup de choses», ajoute Guillem Youenn, un touriste français.

Depuis 1996, la ville de Chinguetti fait partie d'un site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Sidney Poitier en cinq films



Sidney Poitier s'est imposé comme la première vedette noire à Hollywood dans les années 50 à 70, faisant une percée dans la domination blanche du cinéma américain grâce à des rôles positifs.

- La chaîne (1958)

Deux prisonniers, un blanc (Tony Curtis) et un noir (Sidney Poitier), enchaînés l'un à l'autre, profitent de l'accident de leur fourgon pour prendre la fuite. Leur cavale se déroule dans le Sud encore ségrégationniste.

Les deux hommes, aussi racistes l'un que l'autre, se détestent mais réalisent rapidement qu'ils ont intérêt à coopérer. Cette collaboration va se trouver renforcée lorsqu'ils réalisent qu'avant leur arrestation, ils n'étaient que des employés

de seconde zone, cibles de nombreuses humiliations. Bientôt, ils deviennent amis.

Ce rôle révolutionnaire vaut à Sidney Poitier sa première nomination aux Oscars.

- Le lys des champs (1963)

Un aventurier (Sidney Poitier) rencontre dans un quasi-désert en Arizona une communauté de soeurs catholiques allemandes. Ces femmes enjouées dirigées par une mère supérieure bougonne veulent construire une église pour la communauté hispanique de la région. Homer Smith va les y aider tout en leur enseignant l'anglais.

Sans céder à la niaiserie, Ralph Nelson signe une comédie optimiste, dont les valeurs d'ouverture sont aux antipodes de celles de l'Amérique blanche



et urbaine.

Sidney Poitier remporte l'Oscar du meilleur acteur. «La plupart de mes films offrent chaleur et bons sentiments. Je préfère faire des films d'où les gens sortent en se disant que la vie est belle», confiait-il en 1968 au New York Times.

- Dans la chaleur de la nuit (1967)

Dans une bourgade du Mississippi, un homme d'affaires est tué. Un Afro-Américain (Sidney Poitier) qui attendait son train à la gare est arrêté, désigné comme coupable idéal. Celui-ci est en réalité un policier, membre de la brigade criminelle de Philadelphie. Son supérieur lui ordonne de rester sur place et de mener l'enquête avec le shérif local.

Quintuple lauréat aux Oscars de 1967 (dont celui du meilleur film), ce long-métrage de Norman Jewison nous plonge dans le Sud des Etats-Unis.

Sidney Poitier règne, superbe, sur les Blancs racistes et incompetents du coin.

- Devine qui vient dîner ? (1967)

Une jeune bourgeoise présente son fiancé (Sidney Poitier) à ses parents, un couple d'intellectuels qui se croient ouverts d'esprit. La rencontre est un choc. Si la mère (Katharine Hepburn) finit par accepter le choix de sa fille, le père (Spencer Tracy) directeur d'un important journal de San Francisco, est beaucoup plus réservé. Les parents du fiancé sont tout autant circonspects.

Les militants de la cause noire critiquent âprement Sidney Poitier pour avoir accepté ce rôle de médecin de renommée internationale, aux antipodes des discriminations dont souffrent ses pairs. Il est désigné comme le «Nègre de service», «fantasme de blanc». Ses qualités irréelles de gendre idéal masquent sa négritude et les problèmes racistes, estiment-ils.

«Il se trouve que je compte parmi les millions de personnes à avoir aimé ce film», rétorquait-il dans le New York Times en 1968. «Le monde a besoin de tous les arguments possibles pour démontrer que l'homme est davantage bon que mauvais». C'est en 1967, année de graves émeutes raciales, que la Cour suprême américaine reconnaît la légalité du mariage mixte.

- Uptown Saturday night (1974)

Première comédie noire à remporter un grand succès populaire aux Etats-Unis, «Uptown Saturday night» («Un samedi soir en ville», sorti en France sous le titre original) raconte les déboires de deux compères (Sidney Poitier et Bill Cosby) qui peinent à retrouver un ticket de loto gagnant enfermé dans un portefeuille dérobé la veille du tirage dans un hold-up.

Sidney Poitier - également réalisateur - excelle dans ce duo comique, première embarquée du cinéma noir vers le grand public.

Dans ce film, les Afro-Américains ne sont plus caricaturés, ils mènent la comédie. Après un tel succès, suivront «Let's do it again» (1975) et «A piece of the Action» (1977). Will Smith en a acquis les droits: un remake avec Denzel Washington est programmé pour 2022.

Golden Globes 2022

« West Side Story », « The Power of the Dog » et « Succession » sont les grands gagnants de la soirée



En dépit de cette ambiance plombée, les trois Globes attribués à *The Power of the Dog* et de *West Side Story* confirment leur statut de prétendants à la saison des prix, qui culmine en mars avec les Oscars. *The Power of the Dog*, qui interroge les stéréotypes masculins dans le Montana des années 1920 avec Benedict Cumberbatch en cow-boy toxique, a été diffusé par Netflix avec une sortie limitée en salle et a reçu des critiques élogieuses. Le remake de *West Side Story* par Steven Spielberg, a fait un flop au box-office mais a lui aussi été salué par la critique.

Une cérémonie sans télévision, ni public, ni tapis, mais avec des gagnants tout de même. *The Power of the Dog* et *West Side Story* ont remporté dimanche les principaux prix lors d'une cérémonie des Golden Globes largement ignorée par Hollywood, et dont les lauréats ont été révélés en ligne.

Le sombre western de Jane Campion, *The Power of the Dog*, devient le deuxième film réalisé par une femme à remporter le Golden Globe du meilleur film dramatique. Il a également remporté les prix du meilleur réalisateur, et du meilleur acteur dans un second rôle pour Kodi Smit-McPhee.

Les stars aux abonnés absents
Le nouveau *West Side Story* par Steven Spielberg a été récom-

pensé par le Golden Globe de la meilleure comédie ou comédie musicale, avec pour Rachel Zegler le prix de la meilleure actrice dans une comédie, et pour Ariana DeBose celui de la meilleure actrice dans un second rôle. Will Smith et Nicole Kidman ont reçu les Globes de meilleurs acteur et actrice dans un film dramatique pour leurs rôles dans *La Méthode Williams* et *Being the Ricardos*.

Mais aucun des lauréats n'était présent à la cérémonie, qui s'est tenue à huis clos. Habituellement courus par tout le gratin de l'industrie du divertissement, les Golden Globes, qui ouvrent la saison des prix cinématographiques, ont été cette année désertés par les stars hollywoodiennes, qui critiquent leur manque de diversité et de

transparence.

L'événement n'a pas décollé sur les réseaux sociaux

La chaîne de télévision NBC avait même renoncé à diffuser la cérémonie, pourtant suivie ces dernières années par des millions de téléspectateurs, et l'événement n'a pas décollé sur Twitter, où les amateurs étaient plus préoccupés par le décès, annoncé dans la soirée, du comédien américain Bob Saget.

« Cette année, les Golden Globes ne vont ressembler à aucun Golden Globes que nous avons connu jusqu'à présent, avait prévenu Marc Malkin, rédacteur en chef culture de *Variety*. Et vraiment, nous n'allons pas voir grand-chose ». Officiellement, les organisateurs ont invoqué la pandémie. Mais, selon Marc Malkin, l'Association de la presse étrangère de Hollywood (HFPA), qui constitue le jury de ces prix, « a essayé de faire venir des célébrités pour annoncer les

gagnants des Golden Globes de cette année. Et aucune célébrité – aucune – n'a dit oui. » La HFPA, composée d'une centaine de personnes liées à des publications étrangères, est depuis longtemps accusée en privé, dans les cercles hollywoodiens, d'une série de défaillances, allant de la corruption au racisme.

Des réformes en cours

Le journal *Los Angeles Times* a ainsi montré que l'association ne comptait aucune personne noire parmi ses membres, ouvrant la vanne des reproches l'an dernier. Tom Cruise a rendu ses récompenses dans un geste de protestation. Depuis l'éclatement du scandale, l'association s'est empressée de lancer des réformes, notamment pour diversifier ses membres. Elle a aussi interdit à ces derniers d'accepter des cadeaux de luxe ou des séjours dans des hôtels de la part des studios les courtisant pour leurs votes.

« *Succession* », grande gagnante parmi les séries
Considéré comme l'un des grands favoris, *Belfast*, inspiré par l'enfance nord-irlandaise de Kenneth Branagh, repart avec seulement le prix du meilleur scénario. Andrew Garfield remporte le Globe du meilleur acteur dans une comédie musicale pour son rôle dans *Tick, tick... Boom!*

Côté séries, *Succession* remporte le prix de la meilleure série dramatique, ainsi que les prix de meilleur acteur pour Jeremy Strong et meilleure actrice dans un second rôle pour Sarah Snook. *Hacks*, sur HBO Max, est élue meilleure série comique.

Etats-Unis :

Bob Saget, connu pour son rôle de Danny Tanner dans « La fête à la maison », est mort



La fête à la maison est terminée. Le comédien américain Bob Saget, connu pour son rôle dans cette sitcom des années 1980-1990, a été retrouvé mort dans une chambre d'hôtel en Floride, a annoncé dimanche la police locale.

Les policiers ont été appelés au Ritz-Carlton Orlando « au sujet d'un homme inconscient dans une chambre d'hôtel et l'homme a été identifié comme étant Robert Saget et déclaré décédé sur place », a tweeté le bureau du shérif du comté

d'Orange. « Aucun signe d'acte criminel ou de consommation de drogue » n'a été trouvé, précise-t-il.

Un tweet quelques heures avant sa mort

Bob Saget, 65 ans, a connu la célébrité en incarnant Danny

Tanner, père veuf de trois filles, dont les jumelles jouées par les sœurs Mary-Kate et Ashley Olsen, dans le feuilleton *La fête à la maison*. La sitcom, diffusée de 1987 à 1995, a fait l'objet d'une suite sur Netflix entre 2016 et 2020, se concentrant

sur l'une des filles, DJ Tanner. Quelques heures avant l'annonce de sa mort, l'acteur tweetait encore le plaisir qu'il avait eu à jouer un spectacle à Jacksonville. « J'ai adoré le spectacle de ce soir au Concert Hall à Jacksonville. Un public enthousiaste. Merci encore à Tim Wilkins pour la première partie. Je ne savais pas que j'avais fait un set de 2 heures ce soir. Je suis heureux d'être à nouveau accro à ça. Regardez sur BobSaget.com pour mes dates en 2022 », a écrit le comédien.

« Bob Saget était un comédien qu'on adorait et qui repoussait les limites. Il va nous manquer », a salué la chaîne de télévision Comedy Central sur son compte Twitter. Il était marié à Kelly Rizzo et avait trois filles.

CORONAVIRUS:

415 nouveaux cas, 274 guérisons et 9 décès

Quatre-cent-quinze (415) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 274 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche le ministère de la

Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 222157, celui des décès 6339 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 152390 cas. Par ailleurs, 33 patients sont actuellement en soins intensifs,

ajoute la même source. En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 13 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 10 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé

rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.



EDUCATION :

Près de 33% des personnels vaccinés contre la Covid à l'échelle nationale

Près de 33% des personnels du secteur de l'Education se sont fait vacciner depuis le lancement des campagnes de vaccination contre le Covid-19 à travers les établissements éducatifs du territoire national, a indiqué lundi à Alger le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.

Invité du «Forum de la Radio» de la chaîne 1, consacré aux mesures prises par le ministère pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et assurer la continuité des cours, M. Belabed a fait savoir que, «33% des personnels du secteur de l'Education se sont fait vacciner depuis le début de la vaccination dans ce secteur le 20 août 2021», suite à la décision du président de la République relative à la vaccination des personnels des secteurs de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle.

Ainsi, le secteur compte à ce jour 264.518 personnes vaccinées sur plus de 800.000



travailleurs, dont 510.000 enseignants, précisé.

Selon le ministre, malgré les efforts déployés par son département, qui mène actuellement la troisième phase de la campagne vaccinale (du 2 au 13 janvier), «ce nombre reste insuffisant compte tenu de la gravité et de la vitesse de transmission de ce virus».

Pourtant, le ministère s'est efforcé de se rapprocher le plus possible des personnels à travers les unités de dépistage, la médecine du travail, les centres de la sécurité sociale et les équipes médicales qui se

rendent sur le lieu de travail, afin de faciliter la vaccination, a affirmé M. Belabed.

Le ministre compte sur le civisme des enseignants et des éducateurs pour la sensibilisation des élèves à l'importance de la vaccination en tant que «devoir national, moral et sanitaire», a-t-il dit.

Evoquant la réticence d'une catégorie des travailleurs dans le secteur, M. Belabed estime que cette réticence «n'est pas une fatalité» et la mission du ministère est de «convaincre les personnes réticentes de la nécessité de se faire vacciner»,

en exploitant tous les moyens de communication et de sensibilisation.

Il a affirmé dans le même contexte que les campagnes de sensibilisation ont concerné toutes les régions du pays, y compris les régions enclavées, grâce aux unités de santé réparties à travers le territoire national et la coordination avec les associations des parents d'élèves.

Par ailleurs, le ministre de l'Education a démenti les rumeurs diffusées par certains sites électroniques concernant l'arrêt des cours, indiquant que grâce à la politique sage de l'Etat algérien, la scolarité «se poursuivra en dépit des cas qui apparaissent de temps à autre et qui sont traités conformément au protocole sanitaire applicable en la matière».

«Ces rumeurs ne servent pas l'Ecole», a-t-il soutenu ajoutant qu'il est vrai que de nouveaux cas sont enregistrés dans les rangs des enseignants et des encadreurs éducatifs, mais ceci ne signifie pas que nous

fermerons les écoles. Preuve en est que nous avons passé le trimestre comme il a été tracé et a même donné les résultats escomptés, d'autant plus que le programme tracé a été mis en œuvre à un rythme acceptable, ce qui nous a permis de programmer des vacances d'hiver qui ont donné aux cas de covid-19, le temps pour se rétablir».

Pour ce qui est de l'année scolaire 2021/2022 et après l'expérience acquise par le ministère depuis le début de la pandémie en 2019, M. Belabed a affirmé que des mesures ont été prises et ont permis un retour au déroulement ordinaire des cours, à savoir que la rentrée scolaire a eu lieu le 21 septembre, de même qu'un retour à l'organisation scolaire à travers trois trimestres a été assuré, le volume horaire d'un cours a été relevé de 45 minutes à 60 minutes, tout en respectant en permanence les mesures exceptionnelles relatives à cette situation sanitaire.

Démantèlement au Port d'El Djamila d'une bande spécialisée dans la migration clandestine

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la circonscription Centre de la Police Judiciaire, ont réussi à démanteler une bande criminelle organisée activant dans l'organisation de traversées clandestines, mise en danger d'autrui et escroquerie, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services.

Menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, l'affaire a abouti à l'arrestation de 4 suspects (25 à 45 ans) qui étaient en train de préparer une traversée clandestine au niveau du port d'El Djamila (La Madrague), a expliqué la même source. L'opération a permis «la saisie et la confiscation d'un bateau de plaisance de 6 mètres, d'un moteur à vapeur d'une

puissance de 85 chevaux, 13 seaux d'une capacité de 30 litres, un montant de 16 millions de centimes, 4 gilets de sauvetage et une boussole», ajoute le communiqué.

«Après le parachèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent», ajoute la même source.

